

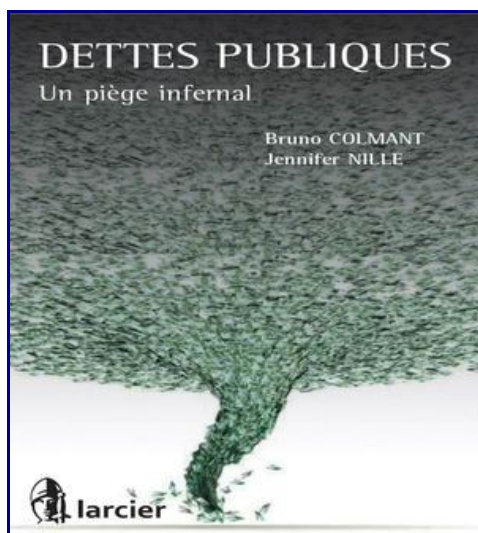
## MERCREDI 12 FÉVRIER 2014

- = Le prochain choc financier est devant nous. Tout près. p.1
- = SPÉCULATION CONTRE **LA DEVISE CANADIENNE** p.5
- = SAVIEZ-VOUS... p.9
- = Du peso au baht, turbulences sur le marché des devises p.9
- = En route pour la Caroline du Sud p.12
- = La fiscalité locale : 40 ans d'injustice... et aucune bonne solution ! p.13
- = « Vous êtes des gros crétins indignes de voter ! » p.15
- = **Futuribles...** p.22
- = La société générale en faillite potentielle ! p.23
- = **L'aléa moral : UN BÉNÉFICE QUI N'EST PAS NON PLUS PARTAGÉ** p.29
- = LA JAPONISATION SE POURSUIT p.30
- = **Le droit d'embaucher des esclaves...** p.32
- = **Pendant la tempête, la France est en vigilance orange** p.33
- = La production industrielle en Zone Euro est toujours en panne ! p.36
- = Les pays émergents semblent sur-valorisés p.37
- = Comprendre ce qu'est la « création de richesse » p.39
- = L'économie est une science lugubre p.42
- = Les Anonymous : « Internet est né libre et doit le rester » p.45
- = « Ce message s'autodétruira dans dix secondes » p.47



## Le prochain choc financier est devant nous. Tout près.

Posté le 11 février 2014 par *Bcolmant*



Cette semaine, mon dernier ouvrage, co-écrit avec Jennifer Nille, est publié

aux Editions Larcier.

Il est consacré aux dettes publiques.

La crise des dettes publiques révèle la fin du vingtième siècle.

Elle s'échouera, au mieux, dans une inflation que la récession et les risques de déflation peineront à susciter. Mais faute d'inflation, il faudra envisager, dans certains pays, des effacements de dettes. L'effacement des dettes dépend de la nature des liens entre créanciers et débiteurs. Les citoyens sont, en effet, débiteurs et créanciers des Etats dans un agencement sociétal déstratifié socialement.

Depuis le début de cette crise, nous avons l'intuition d'un choc sociétal ample qui demandera de s'extraire de la décision par abstention.

Nos circuits de pensée sont probablement confinés aux réflexes d'une inflexion conjoncturelle. Pourtant, la rupture économique relève d'un point de discontinuité majeur.

Nos communautés vont inmanquablement être traversées par des chocs sociologiques inattendus qui forceront à repenser l'équation de la justice sociale. Les Etats, lourdement endettés et empêtrés dans une récession, devront cohabiter avec des acteurs privés, c'est-à-dire des entreprises et des marchés dont le champ d'influence et d'action dépasse celui des Etats-nations.

Cette réalité sera source de tensions idéologiques. La frontière entre la propriété privée et les biens publics sera modifiée, dans le sens d'une étatisation croissante mais temporaire de l'économie.

Dans le prolongement de ce qui précède, les Etats ont accru leur tutelle sur le secteur bancaire et des assurances. De nombreux motifs sous-tendent cette situation, dont la protection des déposants.

Concomitamment, les Etats ont repris le contrôle d'une partie du circuit monétaire. Ceci s'inscrit dans une réalité séculaire, à savoir que les Etats ne suffoquent jamais longtemps sous leur propre dette publique : des ajustements monétaires et fiscaux, dont les Etats ont le privilège, sont mis en œuvre. Les cas de la Grèce et de Chypre sont révélateurs.

La crise est donc devant nous. Elle est devant nous car le tassement économique va durer des années. Des années pendant lesquelles des politiques d'austérité aveugles vont entraîner un chômage qui culmine déjà à

12 % de la population active européenne, alors que certains continuent à invoquer la rigueur budgétaire et la contraction monétaire.

Et il faut bien réaliser que cette récession est tenace alors que les taux d'intérêt sont proches de zéro. Une faible remontée de ces derniers étoufferait toute reprise potentielle. Cette crise est devant nous car le coût des pensions va augmenter géométriquement, sans qu'aucune solution structurelle n'ait pu être trouvée.

Au reste, comment imaginer qu'un système de paiement pyramidal de pensions et de soins de santé puisse être financé alors que les courbes démographiques se sont inversées et que le taux chômage des jeunes (c'est-à-dire de ceux qui sont alimenter la pompe du financement des travailleurs inactifs) atteint près de 25 % pour la zone euro ?

L'Europe s'effondre sous la récession, l'endettement public et une monnaie unique qui a piégé ses Etats participants dans un système comparable à celui de l'étalon-or.

Ceux qui, aujourd'hui, prônent l'austérité, la taxation et la rigueur implacables pour sortir d'une situation récessionnaire sont gravement dans l'erreur. Non seulement l'erreur historique, mais aussi dans l'erreur d'appréciation.

A partir du moment où la dette publique atteint des sommets que la croissance économique ne peut plus éroder, c'est seulement par la perte de valeur de la monnaie, c'est-à-dire l'inflation et/ou l'effacement de dettes, qu'une économie peut retrouver des bases stabilisées et éviter la suffocation sous l'impôt.

Le risque de l'erreur de jugement des prophètes de la rigueur obstinée, c'est que l'ordre social soit, à un moment, perturbé et conduise à des discontinuités politiques. Certains pays en sont proches.

Il faut d'ailleurs le constater : les politiques d'austérité, couplées à la rigueur monétaire allemande, ne sont pas une réussite. Rien n'a été établi pour fonder une union budgétaire et fiscale. Le constat d'un abîme de déflation est l'illustration de ce revers économique.

Combattre une déflation exigera une politique monétaire encore plus souple et des taux d'intérêt encore plus bas. Mais le temps ne nous sera peut-être pas compté. En effet, les Etats-Unis ont une longueur d'avance sur la reprise

économique : cette dernière, couplée à une normalisation prochaine de leur politique monétaire, conduira peut-être à une hausse des taux d'intérêt. Cette dernière se transmettrait par capillarité à la zone euro.

Le pire est peut-être là : nous longerons une déflation qui sera aggravée par des taux d'intérêt qui subiront une tendance haussière venue des Etats-Unis. Ce jour-là, la zone euro aura perdu la dernière bataille de la crise.

Et cette dernière bataille, c'est celle de la monnaie unique. Car ne nous y trompons pas : la déflation conduit à la récession. Elle conduit aussi à l'augmentation relative du coût des dettes publiques. Or, derrière les dettes publiques, c'est la monnaie qui est mise en jeu.

A cet égard, la nature des dettes publiques ne peut pas être dissociée de l'expression monétaire, elle-même d'une grande complexité. La plupart des économistes en ont d'ailleurs une compréhension légitimement différente car ce phénomène est intimement lié à la notion de valeur, elle-même imprécise.

La dette publique est un stock... de dettes. Mais c'est également un flux, puisque la valeur de la dette est l'expression des prélèvements publics qui vont la refinancer ou la rembourser. La politique fiscale est donc intimement liée à la dette publique dont elle est, en partie, la garante de la pérennité. La monnaie est aussi, à tout moment, un stock puisqu'il est théoriquement possible de le cristalliser.

Mais, en même temps, la monnaie n'existe que par son propre flux, puisqu'une monnaie qui serait exclusivement thésaurisée perdrait sa principale fonction : celle de l'utilité transactionnelle. C'est ainsi que si la dette publique et le stock de monnaie sont, à tout instant, des substituts régaliens, ils n'existent que par les flux futurs (impôts pour la dette et transactions pour la monnaie) qui les valident. Il est donc intuitif que l'Etat détienne deux privilèges : lever l'impôt et battre monnaie.

Ce lien est probablement une des facettes du contrat social.

Concrètement, cette relation explique qu'on puisse rembourser une dette publique par l'impôt ou par la dépréciation monétaire, c'est-à-dire l'inflation... qui est assimilée à un impôt silencieux.

On reproche souvent aux économistes de se borner à commenter les crises passées plutôt qu'à déceler les bulles financières en formation. Ce n'est pas faux. Rares sont ceux qui avaient perçu le danger des subprimes.

Trop souvent, les économistes s'accoutument des constats de l'économie sans en formuler les scénarios futurs. A leur décharge, on argumentera que l'économie relève plus de l'anthropologique que de la mathématique et qu'il est difficile de transformer des intuitions en prédictions.

Mais, cette fois-ci, il est plus facile de cerner le prochain choc financier : c'est la dette publique au sein des pays développés.

Il est là.

Devant nous.

Nous allons rembourser quarante ans d'indiscipline et d'aveuglement budgétaire.

## **SPÉCULATION CONTRE LA DEVISE CANADIENNE**

Publié le 12 février 2014 par robert bibeau, Les 7 du Québec

### **Dévaluation du dollar canadien**

La *Banque Toronto Dominion du Canada*, l'une des six grandes banques canadiennes «*too big to fail*» comme disent les capitalistes financiers et leurs plumitifs économistes – vient de prophétiser que le dollar ne vaudra plus que 0,85 \$ US en août 2014. Le huard canadien s'échange présentement à 0,90 \$ US. Il a perdu 6% de sa valeur en 2013 et 4% supplémentaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 (1).

Pourquoi, comment et quelles conséquences pour les salariés canadiens entraînent ces variations de la valeur de la devise canadienne? Variation sur laquelle la classe ouvrière n'a aucune prise, aucune influence, aucun moyen d'interférer? La classe ouvrière est ici une victime impuissante et ne peut que subir ce drame dont on voudrait lui faire porter les conséquences?

### **L'Euro contenu par l'économie impérialiste allemande**

La monnaie d'un État fournit un indice de la santé de l'économie de ce pays. Tous conviendront que si l'Euro (principale monnaie en circulation dans le monde ayant déclassé le dollar à ce titre) ne s'est pas encore effondré c'est que l'Économie allemande est suffisamment puissante pour empêcher l'écroulement de l'Euro (pour le moment du moins). Il en

sera autrement dans quelques temps mais pour l'instant que les spéculateurs respirent, l'Allemagne maintient le train de vie de l'Europe des dix-huit en spoliant de grandes sections des ouvriers d'Europe. C'est que l'Allemagne produit, pas toujours sur son territoire national, de nombreuses marchandises de grande valeur ajoutée (machines-outils, armements, appareils électriques et électroniques, équipements de transports, éoliennes, etc.) et elle en exporte une forte quantité dans le monde entier, si bien que sa balance commerciale (ce qu'elle vend moins ce qu'elle achète) est excédentaire et sa balance des paiements (ce qu'elle débourse moins ce qu'elle rapatrie en profits) est encore plus avantageuse.

L'économie impérialiste moderne est chaque jour plus dépendante des exportations et de la conquête des marchés étrangers. Sur ce point l'Allemagne impérialiste performe bien. Si ce n'était que de l'économie allemande l'euro vaudrait davantage que 1,35 \$ US ou 1,50 \$ CAD. Vous aurez compris que le dollar étatsunien qui sert d'étalon de comparaison révèle de facto que l'économie américaine performe moins bien que les économies européennes prises globalement.

### **Le dollar canadien attaqué-spéculé de tous côtés**

Si le dollar canadien est en «berne» ce doit être que l'économie canadienne ne se porte pas très bien? En effet, Le Canada est d'abord un exportateur de matières premières et agricoles en vrac – sans grande valeur ajoutée (pétrole, minerais, céréales = 50% des exportations), ou de produits semi-ouvrés et transformés (fer, acier, titane, aluminium, produits chimiques, machinerie et équipements de transport = 50% des exportations). L'économie mondiale en crise réduit ses commandes de matières premières. À preuve la balance commerciale du Canada (biens et services) est déficitaire depuis des années et ne va pas s'améliorer (2).

Contrairement à ce que prétendent les économistes utopistes ceci n'explique pas cela. Toutes les économies nationales sont interdépendantes et en baisse d'activité économique globale. La crise systémique est mondiale. Cent ballons qui dégonflent à l'unisson conservent habituellement les mêmes proportions (3). La situation est semblable pour les devises de pays émergent exportateurs de matières premières dont les banques

centrales ont récemment et soudainement haussées le taux directeurs à 10 et à 12% (4). Tout comme ces monnaies «émergentes» la devise canadienne subit des assauts répétés depuis plus d'une année. Pourquoi et comment?

C'est que le président de la Banque du Canada, un riche oligarque au service des capitalistes monopolistes canadiens, orchestre la charge contre le dollar canadien afin de soutenir ses patrons. Afin de réduire le prix de revient des marchandises fabriquées au Canada il existe au moins deux méthodes :

a) La première consiste à augmenter la productivité du travail salarié afin qu'une plus petite portion du temps de travail de l'ouvrier soit consacrée à rembourser son salaire tout en maintenant à bon niveau la valeur du surtravail – de la plus-value et des profits – tout en permettant une réduction du prix à l'unité pour chaque marchandise écoulee. Cette performance est difficile à réaliser car dans la plupart des pays concurrents du Canada les capitalistes locaux en font autant et ils pressurent suffisamment leurs travailleurs pour maintenir leurs dividendes à la hauteur. Pour gagner cette course à la productivité-profitabilité (lire à la surexploitation du travail salarié) les patrons canadiens doivent accélérer les cadences et mécaniser davantage. Il faudrait soit déqualifier les travailleurs canadiens, comme les capitalistes américains sont parvenus à le faire chez-eux; soit opprimer davantage les ouvriers canadiens qui, plus syndiqués que dans les pays étrangers, résistent mieux à ce type de déqualification et à ce type d'oppression.

b) Le grand capital monopoliste canadien s'est donc tourné vers la seule alternative envisageable dans les circonstances, soit de dévaluer le dollar canadien par rapport aux devises de ses concurrents qui exportent sur le marché canadien et sur les différents marchés étrangers convoités. Ainsi, les économistes le font remarquer, les produits canadiens coûteront moins chers que ceux des concurrents. Cette dévaluation internationale du huard a le même effet que de hausser le prix des produits offerts aux canadiens – réduisant le salaire réel des travailleurs (une valeur fixe et inélastique) en diminuant la valeur de chaque dollar reçu en salaire par l'ouvrier canadien.

Conséquemment, soit que le salarié cessera d'acheter les biens

importés à prix surélevés; soit que le salarié consacra une plus forte portion de son revenu pour sa subsistance, réduisant ses dépenses pour des produits et des services moins essentiels. Ce faisant le salarié réduira sa consommation globale, comprimant d'autant le marché canadien mais pas les dividendes des marchands qui maintiendront pour un temps leur taux de profit... jusqu'à ce que le marché s'effondre complètement.

### **Le président de la Banque supervise la crise contre la devise**

De quelle façon le Président de la Banque du Canada parvient-il à orchestrer l'assaut des «banksters» canadiens et internationaux contre la devise canadienne direz-vous? Le pseudo-économiste nous le révèle dans son article. Il écrit : «le ton conciliant de la Banque du Canada a été perçu comme un feu vert sur les marchés pour faire plonger le dollar canadien».

Le coolie-économiste de service rapporte également, à l'intention de ses lecteurs argentés : «En décembre dernier, les autorités américaines rapportaient que les paris contre le huard explosaient». Le scribouilleur souligne même que les banques canadiennes sont de la partie dans l'assaut contre le vaisseau canadien. Il ajoute «Cette observation arrivait après plusieurs prévisions pessimistes de grosses banques à l'égard de la monnaie du pays. Parmi les moins optimistes figurait la banque Goldman Sachs qui ciblait un huard à 88 cents US. (...) Pour sa part, l'OCDE évalue la juste valeur du dollar canadien à 81 cents US, selon son indice de parité du pouvoir d'achat» (5). Si un spéculateur n'a pas compris ce qu'il doit faire c'est qu'il ne mérite pas de participer à la curée.

Ajoutez à cela que les travailleurs canadiens croulent sous les dettes personnelles et hypothécaires et, disent les cambistes, leur résidence est surévaluée de 30 à 60% ce qui amènera les banques à charte à hausser les taux d'intérêts sur les prêts de façon à tondre le mouton deux fois. C'est exactement ce que font présentement en urgence les banques centrales des cinq pays émergents (Afrique du Sud, Inde, Turquie, Indonésie, Brésil). Vous aurez compris que la dévaluation du huard aura des effets catastrophiques pour les ouvriers alors que les spéculateurs transformeront leurs dollars canadiens en devises étrangères s'échappant de la catastrophe dans laquelle les salariés et leur famille seront prisonniers (6).



# SAVIEZ-VOUS...

Michel Santi 12 février 2014

... que les banques européennes ont prêté 3'000 milliards de \$ aux pays émergents, soit plus que 4 fois ce que les banques américaines ont prêté.

Les banques les plus exposées étant: BBVA, Erste Bank, HSBC, Santander, Standard Chartered et UniCredit.

Figure 10: European Banks summary data: exposure to Emerging Markets (2014 estimate)  
By % of Assets, Loans and Net Profit

Bank	Type	Share price	Market cap	TSE	Bank 01/2011	2014 est net profit	EM Assets	EM Loans	EM Net profit
Banco Popolare	Hold	1.7	5,051.7	18,220.0	10.0%	297.1	0.0%	0.0%	0.0%
Bank of Ireland	Hold	0.6	12,082.0	8,690.0	7.0%	414.3	0.0%	0.0%	0.0%
Banque	Buy	0.4	12,250.0	83,000.0	10.0%	0,000.0	0.0%	0.0%	0.0%
BBVA	Hold	11.8	71,102.0	68,180.0	10.0%	5,210.0	26.9%	26.3%	66.0%
BNP	Hold	79.0	96,807.1	82,712.0	10.0%	3,379.0	2.3%	0.0%	2.2%
BNP	Hold	0.6	3,101.1	8,742.0	8.0%	260.2	0.0%	0.0%	0.0%
CB	Hold	20.0	23,010.0	28,517.0	0.7%	2,000.2	0.2%	12.2%	31.9%
Compt	Hold	12.7	36,040.0	28,940.0	10.0%	1,000.0	1.7%	10.2%	11.4%
Crédit	Hold	0.6	2,102.7	2,420.0	10.0%	200.7	0.0%	0.0%	0.0%
Deutsche Bank	Hold	20.9	21,000.0	24,000.0	15.0%	2,000.0	0.7%	1.9%	0.0%
Erste	Buy	37.2	18,000.7	18,000.0	10.7%	1,000.7	28.0%	28.2%	85.0%
Frankfurt	Hold	40.4	31,000.0	17,000.0	10.1%	2,000.1	0.0%	0.0%	0.0%
HSBC	Hold	10.0	20,000.0	30,200.0	12.0%	2,000.7	11.0%	10.7%	20.1%
ING	Buy	13.0	11,000.0	10,200.0	10.7%	1,000.2	0.2%	0.0%	0.0%
ISP	Buy	2.7	41,000.0	60,000.0	10.2%	1,000.0	0.0%	7.9%	1.7%
KB	Buy	50.4	24,772.2	16,000.0	10.0%	2,000.5	21.7%	22.9%	41.2%
Compt	Buy	1.3	10,100.0	10,000.0	12.0%	0,000.0	0.0%	0.0%	0.0%
HSBC	Sell	0.2	1,000.0	1,000.0	2.0%	100.7	0.0%	0.0%	0.0%
Compt	Buy	12.0	10,111.1	10,700.0	10.7%	1,100.0	2.3%	4.2%	10.1%
ING	Sell	0.5	10,000.0	14,200.0	0.5%	2,000.2	0.7%	1.4%	1.2%
Compt	Sell	0.0	10,000.0	10,000.0	7.0%	1,000.0	23.4%	21.4%	30.0%
SB	Buy	13.1	10,000.0	10,211.1	15.7%	1,000.2	4.7%	0.7%	0.7%
Compt	Buy	50.0	10,000.0	10,000.0	10.0%	1,000.0	0.2%	15.2%	30.1%
Standard Chartered	Hold	27.0	10,000.0	10,000.0	11.1%	1,000.0	21.4%	40.2%	50.0%
Compt	Buy	17.0	10,000.0	10,000.0	10.7%	1,000.0	7.7%	3.7%	10.0%
Compt	Hold	0.0	0,000.0	10,000.0	10.0%	0,000.0	0.0%	0.0%	0.0%
Compt	Hold	30.1	10,000.0	10,000.0	13.5%	1,000.0	10.7%	15.9%	21.0%
Compt	Buy	20.0	10,000.0	10,000.0	12.0%	1,000.0	10.7%	13.9%	13.2%
Compt	Hold	7.0	10,000.0	10,000.0	10.3%	1,000.0	10.7%	19.7%	17.0%
Compt	Buy	17.0	10,000.0	10,000.0	10.0%	1,000.0	10.7%	0.0%	0.0%
Total			1,200,777			130,130	8.0%	12.2%	20.1%

Source: Standard Chartered

## Du peso au baht, turbulences sur le marché des devises

12 fév 2014 | Eberhardt Unger La Chronique Agora

▪ Après l'optimisme du début d'année, l'opinion des marchés financiers sur les perspectives de l'économie mondiale est devenue plus méfiante — cela malgré les prévisions extrêmement bonnes de nombreux experts. Aux États-Unis, la croissance de l'emploi est largement surestimée. En Chine, les problèmes de surendettement de nombreuses régions et/ou entreprises deviennent de plus en plus clairs. Dans la Zone euro, le danger de la déflation menace toujours. Au Japon, l'indice Nikkei a déjà perdu 14% depuis le début de l'année. Et dans les pays émergents qui, ces dernières années, ont été parmi les moteurs de l'économie mondiale, la crise actuelle de la monnaie est accentuée par les problèmes intérieurs.

Voyons cela plus en profondeur...

### ▪ **Argentine**

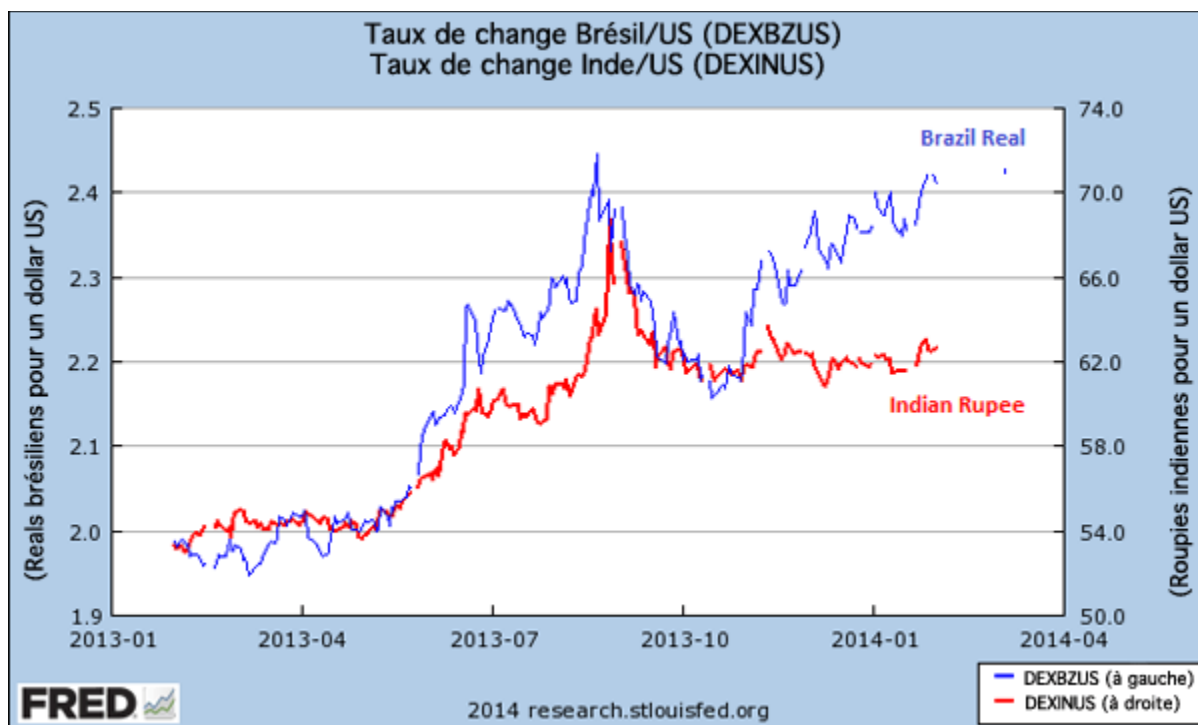
La présidente Cristina Fernández de Kirchner et ses ministres blâment les “vautours étrangers” qui seraient à l'origine de troubles économiques comme

ces coupures d'électricité à Buenos Aires et de la disparition des marchandises sur les étagères des supermarchés (source : *The Guardian*).

Au Rio de la Plata, le dollar US est passé, en six mois, de cinq pesos à huit actuellement, et sur le marché noir on a même atteint 13 pesos pour un dollar.

### ▪ Brésil

Depuis le début de l'année, les investisseurs étrangers ont retiré d'énormes capitaux de la bourse de São Paulo. Les manifestations contre la Coupe du monde de football et les gigantesques dépenses qu'elle entraîne ne se calment pas. Les taux d'intérêt ont été augmentés à sept reprises pour atteindre actuellement 10,5%.



### ▪ Afrique du Sud

Elle connaît les mêmes problèmes. Le rand est déjà sous pression depuis un an, mais plus particulièrement depuis début 2014. Les grèves paralysent l'économie, comme actuellement celle dans les mines de platine où les ouvriers demandent le triplement de leur salaire. Les pannes de courant continuelles freinent la croissance.

### ▪ Turquie

La banque centrale a relevé ses taux d'intérêt de 4,5% à 10% et tente d'arrêter la dévaluation de la livre turque. De grandes manifestations se répètent à un rythme pratiquement journalier. Le drame syrien pèse

lourdement sur l'économie du pays.

### ▪ Inde

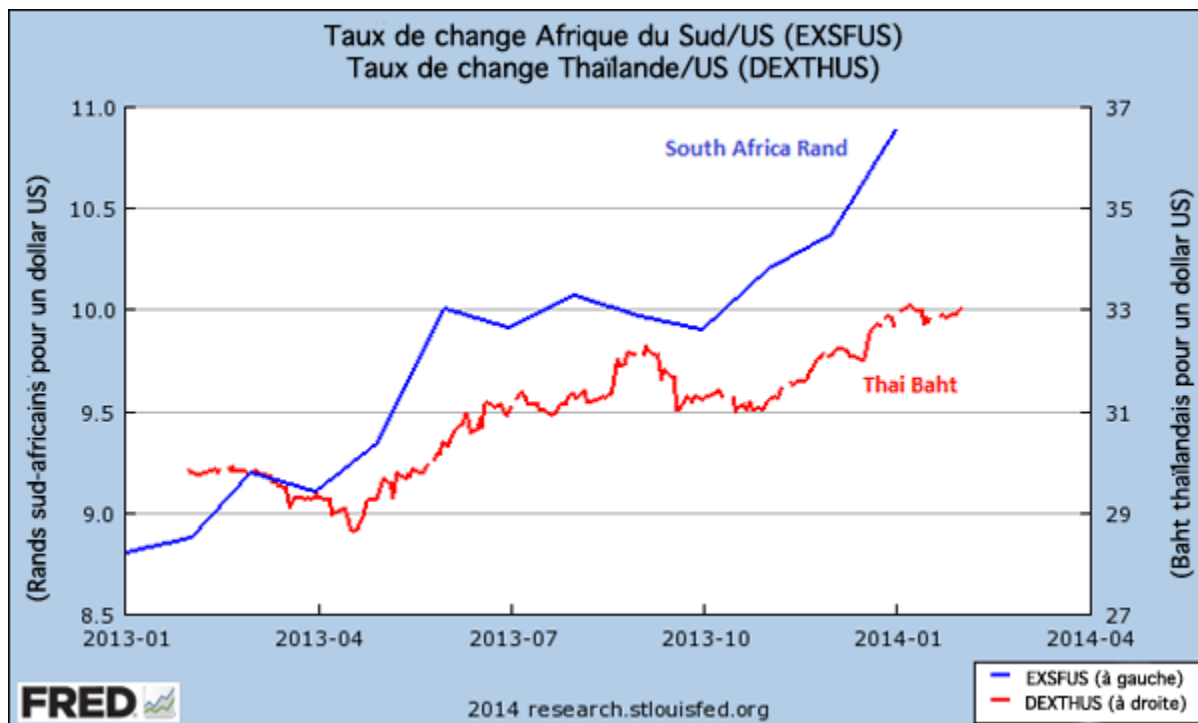
Le pays prévoit des élections en mai qui amèneront probablement un changement de gouvernement. Il faut 62 roupies pour acheter un dollar — contre 54 il y a un an. Les prix à la consommation ont augmenté de 10% par rapport à l'année précédente.

Pour réduire le déficit du compte courant, le gouvernement avait décidé une augmentation importante des taxes à l'importation sur l'or, mais cette mesure n'a réussi qu'à générer une augmentation spectaculaire de la contrebande.

### ▪ Thaïlande

Le dollar US est devenu plus cher, passant de 29 à 33 bahts. La crise politique dure depuis trois mois avec des manifestations continues des opposants au gouvernement. Depuis le début des manifestations fin octobre 2013, les investisseurs étrangers ont retiré plus de trois milliards de dollars (source : *Farang*), ce qui a mis à mal les marchés financiers de Bangkok.

La conséquence de ces importantes manifestations sera un ralentissement de la croissance de l'économie thaïlandaise. Le ministère des Finances prévoit une augmentation de seulement 3,1% en 2014, contre 5,4% pour l'Indonésie, 5% pour la Malaisie et 6,4% pour les Philippines.



### ▪ Conclusion

Les pays émergents semblent se “normaliser” : taux d’inflation élevés, comptes courants déficitaires, faiblesse de la monnaie, troubles sociaux, etc.

Bien que l’origine de ce retour à la normale a pu être la réduction des achats d’obligations par la Fed, il n’en reste pas moins que c’est l’absence de réformes nécessaires qui est, essentiellement, responsable des problèmes économiques internes.

Recommandation : aucun investissement sur les marchés financiers des émergents.

## [En route pour la Caroline du Sud](#)

12 fév 2014 | [Bill Bonner](#)

▪ Une note très courte après une longue journée de route...

Les actions américaines sont plus ou moins stables. L’or semble en route pour rejoindre les 1 300 \$, apparemment.

Nous avons passé la journée sur la route, pour aller de Baltimore à Aiken, en Caroline du Sud. Nous n’avons donc pas eu beaucoup de temps pour réfléchir à ce qui se passe sur les marchés.

Aiken est censé être plus chaud que Baltimore. Aujourd’hui, il fait quelques degrés de plus... ce qui n’est pas exactement doux. Et la femme de ménage, à l’hôtel, nous a prévenu :

"J’imagine que vous êtes venu pour échapper à la neige. Mais j’ai une mauvaise nouvelle : il va neiger ici aujourd’hui. Pas beaucoup, mais ce sera amusant. Nous ne sommes pas vraiment habitués à la neige, dans la région. Ce devrait être joli, quand même".

Le froid est un sujet de conversation sur toute la Côte est des Etats-Unis. Dimanche, nous avons conseillé un jeune couple qui venait d’acheter une vieille maison dans la campagne du Maryland.

"Il faut construire une grande cheminée. Le Maryland est plein d’arbres. Le bois de chauffage n’est pas un problème. Installez une grande cheminée dans votre cuisine. Peu importe alors s’il fait froid dans le reste de la maison. Il suffit de faire une bonne flambée dans la cuisine. Tout le monde se rassemble devant le feu. Et puis le printemps arrive"...

A suivre dès demain !

# La fiscalité locale : 40 ans d'injustice... et aucune bonne solution !

11 fév 2014 | [Philippe Béchade](#) |

## ▪ **Le gouvernement nous a promis une pause fiscale...**

... mais il semblerait que cela ne touche que les impôts et taxes que Bercy perçoit directement. Pour le reste, attendez-vous à des surprises !

En ce qui concerne la fiscalité locale, les compteurs s'affolent depuis des années dans une certaine indifférence médiatique. C'est comme s'il s'agissait de l'un de ces petits secrets un peu honteux que chacun d'entre nous garde pour soi et endure en silence.

Il y a les privilégiés du système — ceux qui habitent des communes riches et qui se taisent... et il y a les victimes — beaucoup plus nombreuses et bien moins fortunées, mais qui ont du mal à se faire entendre.

**Pour être clair, il n'y a pas plus injuste ni plus inégalitaire dans son mode de calcul que la taxe d'habitation (laquelle est payée aussi bien par les locataires que les propriétaires).**

Si une commune a commis des imprudences ou financé des projets pharaoniques sans s'assurer de mettre les recettes qu'il faut en face, c'est le cauchemar pour les habitants (riches ou pauvres)... et pour très longtemps.

Cela fait deux décennies que les différents gouvernements, de droite comme de gauche, se disent conscients du problème. Michel Charasse, par exemple, s'était attelé à un projet de réforme dès 1990... mais qui fut vite enterré avec l'alternance à Matignon.

Et comme les victimes du système ne déferlent pas sur la capitale par centaines de milliers pour protester contre "l'injustice pour tous", les ministres concernés (budget, logement, industrie, équipement...) ne se sont jamais sentis dans l'urgence de traiter ce dossier.

**Cependant, sans avoir l'air d'y toucher, la remise à plat de la fiscalité annoncée par Jean-Marc Ayrault va s'appliquer bien au-delà du seul impôt sur le revenu et la CSG ou RDS.**

Les impôts et taxes locaux vont forcément faire partie du "grand chantier" annoncé par l'Élysée. D'ailleurs, le gouvernement a lancé dès septembre 2013 et dans la plus grande discrétion une réévaluation des valeurs locatives

— inchangées depuis 1971 ! —, lesquelles servent à calculer les impôts locaux des particuliers.

L'ensemble des recettes locales au sens large s'élève à 80 milliards d'euros par an. Cette somme est répartie comme suit :

- La taxe d'habitation (21 milliards d'euros payés par tous les contribuables)
- La taxe foncière sur le bâti et le non-bâti — comme les terrains nus —, à concurrence de 29 milliards. Elle ne concerne que les propriétaires, mais beaucoup ne perçoivent que de faibles revenus et sont taxés comme les plus riches.
- Les taxes d'enlèvement des ordures ménagères (six milliards d'euros payés par tout le monde)
- La toute nouvelle CET (ou contribution économique territoriale). Elle remplace la taxe professionnelle (23 milliards, ne concerne que les personnes morales, multinationales comme artisans).

Le même barème s'applique aux assujettis à l'ISF comme à ceux dont les revenus sont proches des minima sociaux (sauf à ceux bénéficiant d'aides aux handicapés) ou aux détenteurs d'une toute petite retraite (nos aînés peuvent obtenir une réduction mirobolante de 100 euros sous certaines conditions !). Dans de telles conditions, la fiscalité locale mérite largement sa réputation de système le plus injuste.

**Mais la rendre plus équitable sans diminuer les recettes implique des transferts de charges entre contribuables... et ce sont principalement les classes moyennes supérieures et les propriétaires de résidences secondaires qui vont trinquer.**

C'est la raison pour laquelle le gouvernement se garde bien de communiquer sur ce sujet avant les municipales de mars.

**Nous savons que beaucoup d'élus socialistes réclament d'aller bien au-delà de la révision de la base locative concernant les 46 millions d'assujettis (et qui date de plus de 40 ans).** Ils souhaitent que le revenu des occupants des logements soit pris en compte dans le calcul de la taxe d'habitation. Cela reviendrait de fait à instaurer un complément d'impôt sur le revenu pour les plus aisés — mais local cette fois-ci.

Cependant, même en approuvant le principe d'une plus grande justice entre

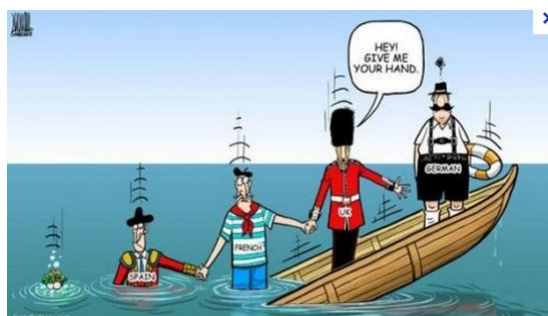
contribuables, on ne résoudre pas certains paradoxes. Les locataires de logements sociaux ou de taille modeste paieraient moins, alors que ceux qui — à revenu égal — occupent des biens anciens et vétustes mais plus grands (ce qui est souvent le cas de l'habitat rural) seraient plus lourdement taxés (à l'impôt foncier).

Et des retraités habitant un château situé dans une commune sur laquelle est bâtie une centrale nucléaire ne paieraient pratiquement plus de taxe d'habitation... Tandis qu'un appartement de type F2 dans un désert industriel mais occupé par deux cadres moyens subirait une surfiscalisation.

Ce sont deux exemples délibérément extrêmes, mais ce grossissement du trait est destiné à mettre en évidence les mille cas particuliers qui ne manqueraient pas de susciter des polémiques à l'infini. **Cela risque de transformer la réforme en usine à gaz... et surtout de faire beaucoup plus de mécontents que de satisfaits, ce qui est politiquement suicidaire.**

## « Vous êtes des gros crétins indignes de voter ! »

Charles Sannat 12 février



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Je ne sais pas si je vous l'ai dit mes chers amis mais nous sommes des gros cons ! Je dis bien « nous » et je m'englobe volontiers dans le lot car je ne suis pas un mamamouchi et, par définition, tous ceux qui comme moi ne sont pas des mamamouchis sont des cons, des crétins indignes du droit de vote !

Le pire c'est que j'ai toujours pensé, ou en tout cas très tôt, que les mamamouchis méprisaient en réalité profondément le « peuple », cette espèce de bête immonde risquant à tout moment de raccourcir quelques têtes de la classe dirigeante. Une espèce de méfiance innée d'une caste dite supérieure et très peu nombreuse envers les masses laborieuses que nous sommes. Historiquement, nous sommes de la simple piétaille uniquement

bonne à irriguer de notre sang les tranchées et désormais le vulgus pecum dont la seule utilité sociale est d'être un consommateur lobotomisé et décérébré servant uniquement à l'enrichissement d'une caste infime.

Certains Bisounours m'expliqueront vraisemblablement qu'il s'agit-là d'une vision bien simpliste qui confine aux « tous pourris », slogan « rance » et rempli de « violence » confinant sans doute au « fascisme » et précurseur d'une « violence » de ma part... propos tenus par une drôte ignoble et monstrueuse... beurk caca boudin crotte !

Sauf que parfois, n'y résistant plus, certaines langues fourchent, des failles apparaissent dans la matrice, bien vite corrigée soit dit en passant par des médias complaisants qui souvent « oublient » avec bienveillance de relayer ces informations afin que les peuples ne sachent pas trop en quelle estime on les tient ! Cette estime étant assez proche du zéro absolu (qui, pour un mémoire, est chiffre largement négatif) !

### **« Les Zanglais sont trop ignorants pour un référendum sur l'Europe » !**

La presse anglaise étant un peu moins fayote que la nôtre sans pour autant être parfaite, c'est un journal anglais qui a vendu la mèche et rapporté les propos édifiants de Viviane Reding, vice-présidente de la Commission européenne !

Pour elle, les « Britanniques sont trop ignorants de l'Europe pour être appelés à voter lors d'un référendum sur ce sujet ».

Pour elle, « le débat britannique sur l'Europe a été si déformé que les gens ne pouvaient pas faire une opinion éclairée quant à savoir s'il fallait ou pas rester dans l'UE ».

Vous êtes donc, si nous résumons la pensée de cette dame, de sombres cons indignes du droit de vote puisque vous pourriez avoir l'outrecuidance de penser autrement, de préférer d'autres solutions, d'envisager d'autres hypothèses ou un autre avenir pour vous, pour vos enfants ! Et une telle pensée est un crime contre l'Europe, un crime contre l'idée d'Europe que portent ces europathes de plus en plus fous et, disons-le, fascistes !

### **Qui est cette charmante personne ?**

Viviane est une femme charmante pour qui l'Europe est une religion et



comme tous les extrémistes religieux la doctrine et la foi européenne ne peuvent pas être remises en cause. L'Europe est un dogme et Viviane n'aura aucun problème pour préparer des bûchers pour brûler les hérétiques dont je fais évidemment partie. Je crois en Dieu et je suis un hérétique de l'Europe, ce qui ne signifie pas que la France n'a pas une vocation européenne ou encore que l'Europe ne doit pas avoir une forme d'existence... mais pas l'Europe de la misère, de la mondialisation que l'on nous impose actuellement.

« En septembre 2010, elle compare implicitement la politique de la France à l'égard des camps de Roms à celle de l'Allemagne durant la Seconde Guerre mondiale, suscitant l'ire de Paris. » Haaa brave fille.

« Elle recevra à cette occasion le soutien du Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker. En conséquence, la France a dû adapter sa législation nationale aux exigences de la directive européenne de 2004 sur la libre circulation. » Haaa merci Viviane... même Edith Cresson, gentille ancienne première femme à avoir été « première ministre », ne supporte plus de voir les « rhums » pisser dans le parc privé de son château, ce qui me fait doucement rigoler sur les bons sentiments cucul-gnangnan que nos gentils Bisounours socialistes veulent nous imposer mais uniquement à nous... Pour eux, ce sera château, parc et sans « rhum », je vous indique un petit lien en annexe tant je trouve que la réaction de cette bonne âme socialiste illustre à merveille le côté faux-cul de nos gôchistes bien-pensants, nettement plus écoles privées et rive gauche (ce qui est sans doute finalement logique) que Seine-Saint-Denis !

« En juin 2011, Viviane Reding, répondant à une question de la députée européenne Sylvie Guillaume, remarque que la campagne en Hongrie encourageant les couples à l'adoption plutôt que de recourir à l'avortement en cas de grossesse non-désirée, campagne en partie financée par le programme Progress, un programme de l'Union Européenne pour l'emploi et la solidarité sociale, n'est pas conforme à la proposition de projet soumise aux services de la Commission. » Eh oui... L'Europe veut que les femmes avortent, et oser dire que l'avortement doit être un ultime recours, dire que dans un pays comme la France qui connaît 220 000 avortements chaque année il y a un problème au moins d'information sur la contraception ou sur l'éducation sexuelle (mais ce n'est pas utile de faire l'apologie de la sexualité

en maternelle, je rappelle à notre gouvernement qu'une fillette de 4 ans ne risque pas la grosse... mais plutôt la pédophilie). Dire que l'on est en droit de penser mais sans imposer que mieux vaut abandonner et adopter plutôt que d'avorter n'est pas en soi critiquable. C'est une pensée qui doit avoir le droit de s'exprimer en particulier si cela ne s'accompagne pas d'une remise en cause du « drôat » à l'avortement.

Bref, pour Viviane, point de salut sans une politique massive d'avortement... Du coup, elle demande le remboursement des financements et invite la Hongrie à stopper immédiatement la campagne et à retirer les affiches.

Pourquoi prendre de tels exemples ? Pour montrer que cette gentille européenne convaincue ne suit que la logique mortifère d'un programme visant à réduire chaque citoyen européen à un état uniquement de consommateur, sans famille, sans nation, sans appartenance, sans morale, sans foi si ce n'est celle d'un idéal absurde d'une Europe dont plus personne ne veut plus.

### **Le droit britannique, c'est le droit européen...**

Et c'est valable également pour la France et tous les autres pays membres de l'Europe. Nous avons abandonné à l'Europe tout notre pouvoir législatif ou presque et l'essentiel des domaines importants sont désormais bien du ressort d'une Europe qui est tout... sauf une démocratie.

S'exprimant à Londres, notre très charmante Viviane a donc cru bon de préciser que « les gens doivent savoir que 70 pour cent des lois du Royaume-Uni sont maintenant fabriqués à Bruxelles » !

Il n'y a donc personne pour expliquer à Viviane et toute sa bande d'europathes qu'effectivement les cons que nous sommes l'ont parfaitement compris, et que précisément... nous n'en voulons plus ! Je ne veux pas de cette Europe qui décide pour moi de mon destin sans aucune légitimité, sans aucune représentativité et qui se comporte clairement et indéniablement comme l'URSS...

### **L'Europe est une dictature que nous devons combattre et dénoncer sans relâche !**

J'aime l'idée d'Europe. Je ne souhaite pas la guerre avec nos voisins

européens mais je constate car, c'est un fait, que notre Europe vend les peuples et les plonge dans la misère avec le consentement actif et passif de l'ensemble des classes dirigeantes dans chaque pays.

L'Europe leur permet en réalité, en passant par un échelon supranational, de dépasser la démocratie nationale. « Ce n'est pas nous, c'est l'Europe » et c'est ainsi qu'en toute opacité nos politiciens nous ont volé notre liberté et notre capacité citoyenne à peser sur les décisions qui impactent notre quotidien.

Cette Europe est la négation même de la liberté et de la démocratie, elle porte en elle, génétiquement, tous les attributs pour être l'un des régimes les plus totalitaires et les plus efficaces jamais conçu.

Lorsque la vice-présidente de cette Europe m'explique le plus sérieusement du monde que je suis trop con pour avoir une opinion différente d'elle, alors je n'ai envie que d'une chose, lui hurler de toutes mes forces : « Vive la France !! »

Restez à l'écoute.

### **L'Italie réclame des centaines de milliards aux agences de notation**

Article très cocasse des *Échos* qui nous explique que l'Italie a ouvert une enquête sur les dégradations de sa note par les agences de notation et menace de leur réclamer des sous en dommages et intérêt de l'ordre de 117 à 234 milliards d'euros...

Il ne viendrait pas à l'idée des Italiens, enfin des dirigeants italiens, de se demander pourquoi leur note baisse ? Des décennies de mauvaise gestion, cela laisse des traces et maintenant il faut payer. Pour l'Italie comme pour la France, les agences de notation ne sont pour rien dans notre endettement... Elles sont un thermomètre et casser le thermomètre n'a jamais fait baisser la fièvre...

### **Fiat (le nom), c'est fini !**

Fiat, c'est fini ! Un peu comme Capri mais en beaucoup plus triste !

Fiat, oui, le groupe automobile italien légèrement en difficulté, qui a racheté

Chrysler ou l'inverse on ne sait plus très bien, vient d'annoncer le nom du nouveau groupe italo-américain : FCA. La marque Fiat, symbole du « made in Italy », disparaît au profit d'un nouveau logo.

« Le “made in Italy” n'est presque plus mentionné : le nouveau nom du vieux groupe ne renvoie plus à ses origines piémontaises, et la langue de Dante a été remplacée par l'anglais. »

Encore plus symbolique que tout, le patron (Marchionne) a annoncé le transfert du siège social aux Pays-Bas et du siège fiscal en Angleterre ! Voilà qui ne va pas aider... le fisc italien en le privant de moultes taxes et impôts divers !

## **François et Obama... quel mensonge !**

Selon cette dépêche de l'AFP et alors que François Hollande est allé faire allégeance chez le maître du monde et quémander quelques miettes tout en prenant quelques leçons (lire Mitterrand lui aurait fait gagner beaucoup de temps pour comprendre le danger représenté par nos grands zamis les Zaméricains), le président américain Barack Obama a prévenu mardi que les entreprises étrangères qui prospectaient en Iran le faisaient à leurs risques et périls, promettant une pluie de sanctions sur celles qui ne respecteraient pas l'embargo international.

Fayot comme il faut, le président français François Hollande, très courageusement, a également mis en garde les entreprises françaises, faisant référence à une délégation de 116 représentants d'entreprises françaises menée par le Medef International qui s'est rendue à Téhéran début février !!

Là, c'est sûr qu'en défendant de cette façon-là nos intérêts commerciaux, c'était utile d'aller faire le pinpin aux USA pour entendre tirer 18 coups de canons sur un tapis rouge au frais de la princesse.

À son retour, sa côté d'impopularité reprendra 1 ou 2 points dans les sondage puisqu'en profitant d'une visite d'État, cela fait Président... Peut-être mais la réalité est tout autre, Hollande est un nul, un lâche, et il ne défend en aucun cas nos entreprises... ce qui ne va pas motiver Gattaz, le président du MEDEF, a lui donner des contreparties d'embauches...

Eh oui Monsieur le Président Hollandouille, pour avoir des créations d'emplois... aidez au moins nos entreprises à ouvrir des marchés !!

## **Il manque du bacon dans son hamburger... elle tire sur la serveuse**

Voici un article qui n'est finalement pas surprenant tant notre monde perd tous ses repères.

Une cliente, manifestement assez malade ou plus très stable, a tiré sur une serveuse de Mac Do car il manquait une tranche de bacon dans son hamburger.

Cela pourrait sembler n'être que du fait divers, mais en réalité la somme des faits divers en dit très long sur les dérives de nos sociétés modernes.

Ce monde, où l'on doit satisfaire le moindre désir via la consommation 24h/24h dimanche compris, ne peut que nous rendre tous fous. C'est aussi ce que dénonce Christophe André, psychiatre à l'hôpital Sainte-Anne, et qui pense que notre société, vide de sens et cherchant à satisfaire ce qu'il y a de pire dans l'homme, est psychologiquement massivement toxique.

## **Pacte de responsabilité. Comme prévu. C'est mal barré !!**

Toute la politique et tous les projets de notre mamamouchi normal Zézette 1er tournent en général assez vite à la blague, ce qui permet paradoxalement de rendre les choses assez prévisibles, ce qui est très pratique pour que je puisse partager avec vous quelques prévisions.

Je vous annonçais donc tel un voyant médium que le pacte de responsabilité accoucherait d'une souris et encore toute petite, puisqu'en aucun cas, Gattaz fils ne pourrait prendre des engagements chiffrés de créations d'emplois à la place de ses adhérents !

Bref, alors que tout ce petit monde festoie à nos frais chez le grand patron de la multinationale, à savoir Barak Obama (qui n'est pas vraiment le big boss, mais plutôt le délégué de classe élu par ses petits copains), le président du Medef « a troublé l'ambiance mardi en répétant que les allègements de charges promis ne devaient pas s'accompagner de contrainte sur les entreprises ».

Alors nous pouvons résumer la situation, et c'était une évidence, par un « le pacte de responsabilité c'est mal barré » ! Heureusement que mon ami Pierrot expliquait il y a quelques jours tout fiérot et avec une bonne humeur et un

enthousiaste tout socialiste que ce pacte de responsabilité allait révolutionner l'économie française...

Pierrot, mon ami Pierrot, je te laisse mon adresse mail charles@lecontrarien.com, donne-moi la tienne, on prend rendez-vous, et je passe à Bercy t'expliquer 2, 3 trucs. Je te fais ça gratos en plus, aucune facturation, juste pour le plaisir d'avoir un ministre de l'Économie qui ne passe pas pour un blaireau sur tous les sujets qu'il aborde, ce serait mieux pour l'image de notre pays!

## Futuribles...

**Patrick Raymond Mercredi 12 février 2014**

Certains nous disent que les 2/3 des européens seront des non-européens en 2100. Fabuleux. J'apprends donc que tout roulera de la même manière jusqu'en 2100.

Bien entendu, que l'Espagne perde 200 000 habitants à l'année, contre + 800 000 lors de la bulle immobilière.

Que les USA équilibrent désormais immigration et émigration, ne vient pas à l'idée, pour une bonne raison, c'est que l'occident est passé au stade de l'effondrement économique, et que toutes les idées de "discrimination positive", bute sur la même réalité de l'effondrement.



Toutes les nouvelles sont les mêmes, sauf les officielles. Mais, en même temps, qui croit Moscovici, à part les retraités UMP ?

Encore un pays qui s'effondre, le Kazakhstan. Vous savez, celui qui nous donne la sécurité énergétique nucléaire.

Dévaluation massive de la monnaie, pour exporter... Nous dit on.

Bon, moi, naïvement, en lisant les stats, je constate que 56 % des exportations, voir 60 % selon les années et 35 % du PIB, c'est du pétrole...

Le reste, c'est comme la Russie, une économie minière, sans, désormais, la base industrielle russe. Avec pas mal d'Uranium.

Donc, tout cela est totalement imperméable au cours de la monnaie.

Pour que l'économie Kazakh connaisse un trou d'air, il faut que l'économie mondiale s'effondre.

De plus, il est clair que [l'économie réelle Kazakh](#) a énormément souffert de l'effondrement de l'ex-URSS, et ne s'en est jamais relevée.

L'agriculture et l'industrie ont notablement régressé, l'économie est désormais une économie africaine de rente, assise sur les matières premières (35 % du pib, c'est le pétrole).

L'économie Kazakh, c'est du pétrole, plus un petit quelque chose : U, Fer, manganèse, donc, dans les faits, pas grand chose. On dépasse rarement 40 % du total pour un seul secteur, et cela dénote déjà, une monoville.

Le fait que ces matières étaient chères, faisait seul la différence. Mais visiblement, même une république pétrolière peut se sentir mal.

On pense aussi construire des EPR, en France, pour compenser les réacteurs mis à l'arrêt. Marrant. En fin de course, les éléphants blancs ne manquent pas...

Donc, pour l'effondrement économique, c'est TINA. On vous y amène, et après ça, au changement de régime.

Il ne reste plus que le pouvoir se mette en marche pour la taxe d'habitation et les économies. Là, on verra que les troubles économiques, ça fait aussi parti du jeu normal...

## **La société générale en faillite potentielle !**

Wikistrike et Jean-Pierre Chevalier 12 février

Les mécanos de la Générale sont en faillite potentielle... depuis un certain temps !

En effet, **la Banque de France leur prête généreusement non seulement 20,786 milliards d'euros au titre des Certificats de Dépôt Négociables (CDN) vendredi 7 février dernier...**

## Document 1 :

### 1.3. Les émissions au 07/02/2014 des 20 plus importants émetteurs de certificats de dépôt en terme

*toutes devises confondues*

Dénomination de l'émetteur	Encours au 07/02/2014
DEXIA CREDIT LOCAL	40 298,4
BNP PARIBAS	36 987,5
NATIXIS	20 785,6
SOCIETE GENERALE	20 115,1
BPCE	17 340,9
BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL	15 294,1
CREDIT AGRICOLE S.A.	11 987,1
CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	9 855,0
BARCLAYS BANK PLC succursale en France	8 710,0
CAISSE CENTRALE DU CREDIT IMMOBILIER DE FRANCE - 3CIF	8 483,8
ING BANK NV	7 780,3
HSBC FRANCE	6 760,6
NORDEA BANK AB (publ)	6 739,7
LA BANQUE POSTALE	6 452,6
CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL	6 363,4
ABN AMRO BANK NV	4 416,2
UNICREDIT S.p.A. London Branch	4 408,6
CREDIT DU NORD	4 405,8
INTESA SANPAOLO S.p. A. London Branch	4 235,4
CREDIT LYONNAIS SA	3 388,6

Situation quotidienne des CD réalisée le 10/02/2014

4

... mais encore **19,610 milliards en Bons à Moyen Terme Négociables (BMTN)** que je n'avais pas relevés précédemment,

Document 2 :



**1.3. Les émissions au 07/02/2014 des 10 plus importants émetteurs de de bons à moyen terme nég d'encours**

*toutes devises confondues*

Dénomination de l'émetteur	Encours au 07/02/2014
SOCIETE GENERALE	19 610,4
DEXIA CREDIT LOCAL	14 641,3
CREDIT DU NORD	7 029,8
CAISSE CENTRALE DU CREDIT IMMOBILIER DE FRANCE - 3CIF	3 403,6
BNP PARIBAS	2 099,5
BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL	1 708,9
BPCE	1 626,5
CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL NORD DE FRANCE	1 484,4
NATIXIS	1 349,9
CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	1 141,7

Ils ont ainsi besoin de **40,596 milliards d'euros** pour survivre à ce jour !  
**La somme est gigantesque. Elle est à rapprocher de l'actif net tangible qui était à la fin du 2<sup>o</sup> trimestre 2013 de 34,922 milliards d'euros d'après l'EBA...**

Document 3 :

1. CAPITAL		Société Générale			
Capital position CRD3 rules	31/12/2012		30/06/2013		
	Million EUR	% RWA	Million EUR	% RWA	
A) Common equity before deductions ( Original own funds without hybrid instruments and government support measures other than ordinary shares) (+)	36 735		36 514		
Of which: adjustment to valuation differences in other AFS assets <sup>1)</sup> (-/+)	-48		-72		
B) Deductions from common equity (Elements deducted from original own funds) (-)	-2 126		-1 592		
Of which: IRB provision shortfall and IRB equity expected loss amounts (before tax) (-)	-566		-58		
C) Common equity (A+B)	34 609	10,7%	34 922	11,1%	
Of which: ordinary shares subscribed by government	0		0		
D) CoCos issued before 30 June 2012 according to EBA Common Term Sheet (+)	0		0		
E) Other Existing government support measures (+)	0		0		
F) Core Tier 1 including other instruments eligible and existing government support measures (C+D+E)	34 609	10,7%	34 922	11,1%	
G) Hybrid instruments not subscribed by government	5 890		5 080		
H) Tier 1 Capital (F+G)	40 499	12,5%	40 002	12,7%	
I) RWA	324 093		313 834		

... ou de **37,140 milliards selon mes décomptes,**

Document 4 :

Sté Générale	EBA	JPC
1 Assets	1 254,10	1 254,10
2 Equity	49,413	49,413
3 TSSDI	6,104	6,104
4 Goodwill	8,387	6,169
5 Tangible eq	34,922	37,14
6 Liabilities	1 219,18	1 216,96
7 Leverage ( $\mu$ )	34,9	32,8
8 Core Tier 1 (%)	2,86	3,05

Sommes en milliards d'euros.

**40 milliards d'euros empruntés en mettant en pension des titres pour 35 à 37 milliards de véritables capitaux propres, cela signifie qu'en cas de turbulences ou d'événement fortuit mal maîtrisé, les mécanos de la Générale sont dans l'impossibilité d'honorer leurs engagements.**

**Ce serait alors la faillite.**

**Pire que celle de la banque des frères Lehman en 2008 car le total de ses dettes était de 620 milliards de dollars... seulement et le montant de ses véritables capitaux propres de 20 milliards !**

Bien entendu, les banksters et la nomenclatura qui leur est liée connaissent mieux que moi la situation réelle de la Générale et d'autres big banks de la zone euro too big to fail et c'est la raison pour laquelle le marché interbancaire y est bloqué.

**Pour l'instant, tout va bien, pas de tsunami bancaire.**

\*\*\*

La manip de ces Titres de Créances Négociables est la suivante...

Les mécanos de la Générale *mettent en pension* des titres auprès de la Banque de France pour 40 milliards d'euros (afin d'obtenir en contrepartie des liquidités du même montant). Officiellement, ils en restent les légitimes propriétaires, du moins tant qu'ils peuvent honorer leurs engagements.

Dans le cas contraire, la Banque de France devrait être logiquement amenée à les saisir, c'est-à-dire à en dessaisir la Générale.

De ce fait, ces actifs sortiraient de son bilan, ce qui se traduirait nécessairement par **une baisse du même montant du passif, au niveau des capitaux propres qui deviendraient alors... négatifs, ce qui conduirait à un dépôt de bilan.**

Les malheureux clients de la Générale qui lui ont confié... **350 milliards d'euros** auraient alors le plus grand mal à les récupérer,

Document 5 :

<i>Passif - en Md EUR</i>	<b>30.09.2013</b>
Banques centrales	6,3
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	433,1
Instruments dérivés de couverture	10,9
Dettes envers les établissements de crédit	106,1
<b>Dettes envers la clientèle</b>	<b>350,4</b>
Dettes représentées par un titre	121,4
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4,1
Passifs d'impôts	1,2
Autres passifs	58,0
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	1,0
Provisions techniques des entreprises d'assurance	95,6
Provisions	4,0
Dettes subordonnées	7,6
Capitaux propres part du Groupe	50,9
Participations ne donnant pas le contrôle	4,0
<b>Total</b>	<b>1 254,4</b>

*Tout est simple.*

Pour éviter le pire, une solution : l'omerta !

Et *Celui qui dit la vérité, il doit être exécuté*, Guy Béart dixit.

\*\*\*

Bien entendu, la Générale ne fera pas faillite.

*Soyez tranquilles, avec moi, aucune banque ne fera faillite* a dit en son temps notre histrion ignare (Sarko, pour les personnes qui n'auraient pas lu mes articles du temps de son règne). Son successeur, en tant que membre de la nomenklatura, fera les mêmes déclarations.

**Le problème en France est justement que les Gos banques qui ne respectent pas les règles de bonne gestion ne risquent pas de faire faillite**, les banksters pouvant en toute impunité poursuivre leur mauvaise gestion qui bloque l'activité économique alors que les Américains n'ont pas hésité à flinguer les banques qui avaient **un leverage trop élevé, à 32** comme celle des frères **Lehman**.

\*\*\*

Les banques qui dépendent de la Banque de France lui empruntent des sommes importantes (**300 milliards** d'euros !) manifestement facilement et en toute discrétion par l'intermédiaire des *Certificats de Dépôt Négociables* (CDN). Ces informations sont publiées, **uniquement en français, pas en anglais, mais sans en faire de publicité**. Rares sont ceux qui les ont dénichées !

Par contre, les *Bons à Moyen Terme Négociables* (BMTN) sont nettement moins utilisés : ils se montent à **80 milliards** d'euros... seulement contre 300 milliards pour les Certificats de Dépôt Négociables (CDN).

C'est la raison pour laquelle je n'avais pas étudié attentivement leurs encours qui sont d'un montant faible en général, sauf pour la Générale et Dexia qui en totalisent ensemble presque la moitié.

\*\*\*

Normalement, d'après les règles comptables, les mécanos de la Générale auraient dû publier des informations claires sur leurs emprunts renouvelés auprès de la Banque de France en Titres de Créances Négociables (TCN). Ils ne l'ont pas fait, sciemment, **pour tromper les marchés et leurs clients**, ce qui est condamnable mais pas condamné par la nomenklatura.

Les comptes de la Générale sont certifiés par **Ernst & Young et Deloitte**. En 2001, **Enron a fait faillite** après avoir tenté d'édulcorer ses comptes. Ses dirigeants ont été condamnés à des peines de prison. **Arthur Andersen** qui en avait certifié les comptes, a aussi dû faire faillite à cause de cette affaire.

Toutes les informations utilisées dans cet article sont tirées des chiffres officiels publiés par la Banque de France et par la Société Générale.

*Cliquer ici* pour accéder aux informations de la Banque de France sur les TCN.

*Cliquer ici* pour accéder aux informations financières de la Société Générale.  
*Cliquer ici* pour voir et écouter Guy Béart dans *Celui qui dit la vérité, il doit être exécuté*.

## **L'aléa moral : UN BÉNÉFICE QUI N'EST PAS NON PLUS PARTAGÉ**

12 février 2014 *par François Leclerc*

On ne présente plus l'aléa moral dont les banques bénéficient en ayant implicitement la garantie d'être aidées par les États en raison des conséquences potentielles de leur déconfiture, au vu de leur taille et de leur interconnexion. Mais mesure-t-on bien que le *shadow banking*, en plein développement, est également dans ce cas ? Les entités de différentes natures qui le constituent échappant à la surveillance (toute relative) dont les banques font l'objet, que se passerait-il, en effet, si des entités de ce secteur par conséquent plus vulnérable et très opaque étaient frappées par un sévère incident de parcours ?

La séquence des événements qui en résulterait est facile à établir : les institutions ayant investi dans ces entités retireraient leurs fonds, entraînant la liquidation de leurs actifs et une baisse des cours. Ces mêmes entités retireraient les avoirs qu'elles détiennent dans les banques, sous forme de repos (pensions livrées) et tireraient sur les lignes de crédit dont elles disposent auprès de celles-ci. Le choc initial serait au final répercuté vers le secteur bancaire régulé, en raison de la porosité entre les deux secteurs. La conclusion ne fait pas de doute : le *shadow banking* est aussi une institution systémique, un soutien ne pourrait lui être refusé en cas de gros coup dur.

C'est donc l'ensemble du système financier qui, en raison de son volume et de son caractère profondément systémique, bénéficie de l'aléa moral et il est vain de vouloir dresser une liste des établissements – banques ou assurances – qui le seraient tout particulièrement et dont les fonds propres devraient être en conséquence renforcés. À l'opposé, il n'est pas question que les États y

aient droit. Ainsi, le programme OMT de la BCE, dont la concrétisation est désormais fortement mise en doute, conditionne tout achat de titres souverains d'un pays à la mise en œuvre de *réformes structurelles*, afin de ne pas être générateur de cet aléa moral...

Faut-il s'étonner de cette dissymétrie ? Elle se manifeste sur un autre terrain : celui du marché obligataire. Étant donné le rôle que jouent les titres souverains des pays avancés dans la stabilisation du système financier, il n'est pas admissible que ces titres soient restructurés d'une manière ou d'une autre, sauf à la marge et très exceptionnellement comme en Grèce. Ces États doivent donc coûte que coûte rembourser leur dette et la réduire pour éloigner le danger qu'un tel événement représente, sans pouvoir se défaire. Le paradoxe est qu'ils s'infligent eux-mêmes cette contrainte, ce qui en dit long sur l'indépendance des États en question, ainsi que sur celle de leurs gestionnaires.

### *Nouvelle donne européenne :*

## LA JAPONISATION SE POURSUIT

11 février 2014 *par François Leclerc*

La décision des juges de Karlsruhe (la Cour constitutionnelle allemande) n'a pas fini de faire jaser les commentateurs. Les uns mettant en avant leur mise en cause du programme OMT de la BCE au regard de la Loi fondamentale du pays, les autres ce qu'ils interprètent comme une défausse auprès de la Cour européenne de justice laissant une ouverture. Mais, en tout état de cause, le venin du doute fait désormais son chemin.

Cette occasion de dénouer le lien entre la dette des États et celle des banques s'éloignant – la BCE perdant l'opportunité de transférer à son bilan les titres souverains en possession des banques, faute d'activer son programme – les futurs tests menés par celle-ci et par l'Autorité bancaire européenne (EBA) constituent la dernière opportunité de conduire à la réparation du système bancaire et d'éviter la *japonisation* de l'Europe. Car de fait, la BCE a perdu sa capacité d'agir en tant que prêteur de dernier ressort.

Que penser de la menace de Danièle Nouy proférée à l'occasion de son

arrivée à la tête de l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP) chargé de surveiller les banques pour le compte de la BCE ? « Nous devons accepter que certaines banques n'ont pas d'avenir [...] Nous devons laisser disparaître certaines de manière ordonnée, sans nécessairement les fusionner avec d'autres institutions » a-t-elle déclaré. S'agit-il de faire quelques exemples pour accréditer l'exercice dans son ensemble, ou est-ce l'expression d'une volonté de faire le ménage dans les pays dont les banques sont gorgées de titres souverains nationaux ? Dans ce dernier cas, le jeu de la patate chaude reprendra.

Les banques autrichiennes donnent un avant-goût de ce qui pourrait se passer, refusant de financer la *bad bank* créée pour secourir Hypo Alpe Adria et laissant au gouvernement le choix de mettre la banque en faillite ou de la renflouer à ses frais. À la recherche d'une solution permettant de boucher son trou de financement, le gouvernement grec est confronté à sa manière au même problème : parmi d'autres expédients, il voudrait obtenir de distraire les fonds d'aide destinés au renflouement des banques afin de financer le fonctionnement de l'État, créant un autre trou si les tests mettent en évidence des besoins de renforcement des fonds propres en raison de la présence au bilan de grandes quantités de titres souverains sous la menace permanente de restructuration.

À l'image de la confusion qui se poursuit en Italie, le premier ministre, le gouverneur de la Banque d'Italie et le ministre de l'économie cherchent des solutions pour « alléger leur patrimoine de crédits détériorés », comme l'a formulé ce dernier. Selon l'Association des banques italiennes (ABI), ceux-ci atteindraient le montant brut de 149,5 milliards d'euros à la fin janvier. L'objectif affiché est de ne pas faire appel à des fonds publics. Mais les initiatives d'Intesa SanPaolo et d'Unicredit, qui s'efforcent de vendre une partie de leurs portefeuilles et envisagent de créer des véhicules financiers permettant de s'en décharger n'épuisent pas le problème. Selon Ignazio Visco, le gouverneur de la banque d'Italie, « des interventions plus ambitieuses (...) ne sont pas à exclure », faisant allusion à la création d'une *bad bank*, au prétexte qu'elles « pourraient permettre de libérer des ressources à utiliser pour le financement de l'économie ». Enrico Letta, le premier ministre, a déclaré ne pas exclure cette possibilité à l'AFP, après la parution d'un article dans le Financial Times évoquant son veto.

La restriction du volume du crédit aux PME européennes affecte particulièrement l'Italie, mais les projets de relance de la titrisation sont dans les limbes. A l'initiative en juin dernier de la Commission et de la Banque européenne d'investissement (BEI), il était envisagé d'utiliser les fonds structurels européens pour garantir les produits de titrisation des nouveaux prêts aux PME, mais les gouvernements renâclent devant la nécessité de les accroître. Il n'en ressort ni des résultats économiques brillants, ni une diminution du chômage, mettant en évidence que le nettoyage des bilans bancaires est la clé de la relance, comme la démonstration par l'absurde en a été amplement faite au Japon, dont l'Europe suit décidément la trace.

## [Le droit d'embaucher des esclaves...](#)

par [denissto](#) » Mer Fév 12, 2014

... est réservé aux multinationales, pas aux simples employés!

Histoire incroyable d'un ingénieur américain qui faisait sous-traiter son travail en Chine pour ... se la couler douce au boulot ! L'ingénieur se rendait chaque jour à son travail à 9 heures précises. Mais installé derrière son ordinateur, ce n'est pas lui qui effectuait les tâches, mais un sous-traitant asiatique rémunéré à hauteur de 20% du salaire de l'employé. Pendant ce temps, le salarié avait tout le loisir de surfer sur Facebook, Reddit ou Youtube.

Après une fausse matinée de travail, il s'octroyait une pause déjeuner d'une heure trente. Enfin, il terminait sa journée à 16h30, en ayant pris soin au préalable d'envoyer des mails de compte-rendu sur l'avancée de ses tâches. travail à sa direction, rapporte Andrew Valentine sur le blog de l'entreprise 'Verizon Bussiness Security' .

Dans un premier temps, l'entreprise inquiète a soupçonné des hackers de pirater le système informatique depuis la Chine. Elle recrute alors des experts, qui découvrent la supercherie !

L'employé en cause aurait usé de cette supercherie dans différentes entreprises, notamment lors de missions de télétravail, cumulant ainsi des



salaires pouvant atteindre plusieurs 'centaines de milliers de dollars'.

Évidemment, il a été licencié.

## Pendant la tempête, la France est en vigilance orange

Jean-Jacques Netter 12 février

Comme le montre le comportement des marchés depuis le début de l'année, le parcours des marchés au cours des prochains mois risque d'être agité en 2014. Les économistes et les stratégestes sont en train de revoir leurs prévisions de croissance et de résultats intégrant une baisse de la demande en provenance des marchés émergents. François-Xavier Chauchat de GaveKal estime qu'il n'y a pas d'inquiétude majeure à l'horizon, sauf si un événement très négatif se produisait en Chine, ce qui n'a pas l'air de se profiler à l'horizon.

**En Europe**, on assiste à un véritable renversement des risques avec le redressement spectaculaire des marchés obligataires italiens et espagnols. Le mur des inquiétudes est toujours là mais on peut avoir le sentiment que pour éviter la déflation, les réponses politiques seront pour une fois les bonnes. D'ailleurs le message qu'envoient les marchés est que les thèmes d'investissement qui ont enregistré les meilleures performances depuis le début de l'année sont les valeurs européennes domestiques en particulier celles qui sont exposées à la consommation allemande.

**En France**, l'habile manœuvre politique de François Hollande pour se défausser du chômage sur le patronat a du mal à passer. « L'observatoire des contreparties » allonge encore la déjà très longue liste des « Comités Théodule » dont on a beaucoup de mal à percevoir quelle est la véritable efficacité. Dans la réalité on peut constater que depuis les élections allemandes, l'écart entre l'Allemagne et la France se réduit. Dans le domaine de la famille qui est hors sujet par rapport à cette rubrique contentons nous de reprendre la première phrase du papier de *Thomas Wieder dans Le Monde*. « La semaine qui vient de s'écouler a de quoi laisser pantois tout observateur de la vie publique. Marquée par un feuilleton ubuesque sur l'avenir de la « Loi sur la Famille », elle a donné du gouvernement une image d'amateurisme dont on peine à croire qu'il pourra un jour se défaire. Pour qualifier tout cela, un seul mot vient à l'esprit : consternation »

**En Allemagne**, la décision très attendue de la Cour Constitutionnelle de Karlsruhe n'est pas totalement négative sur les opérations d'OMT (=Outright Monetary Transactions (OMT)). Il s'agit du dispositif créé par la Banque Centrale Européenne (BCE) le 6 septembre 2012 qui permet à l'institution européenne des achats illimités de dette d'Etats en difficulté pour soulager les pays de la zone euro attaqués. Sa décision n'approuve pas non plus le dispositif. Le feuilleton va donc se poursuivre pour le plus grand profit des nombreux experts qui vendent très chers leurs conseils sur ce sujet.

Ce qu'il faut retenir de ces évolutions pour l'Europe est que si les conditions économiques s'améliorent un peu en Europe, on pourrait avoir des surprises positives dans les domaines de la banque (Union Bancaire), des Télécommunications (Union des Telecoms), et de l'énergie. Autant de domaines où il faut absolument favoriser par rapprochement, fusion ou acquisition des entreprises européennes de taille mondiale

**Parmi les thèmes d'investissement** qui sont le plus souvent cités par les gérants figurent :

L'automatisation en Europe : France: **Dassault Systèmes** (software), **Schneider** (équipement électrique); Suède: **Alfa Laval** (machinerie); UK: **Spectris** (biens d'équipement), **IMI** (cbiens d'équipement), **Rotork** (machinerie) ; Switzerland: **ABB** (équipement électrique)

**L'Europe du Sud** : Italie: **Ansaldo**, **A2A**, **Assicurazioni Generali**, **Azimut Holding**, **Enel**, **Fiat**, **Intesa San Paolo**, **Mediaset**, **Mediobanca**, **Uni Banca**, **Unicredit**; Espagne: **ACS Actividades**, **BBVA**, **Bolsas y Mercados**, **Iberdrola**, **Repsol**, **Sacyr**, **Telefonica**; Portugal: **EDP Energias de Portugal**,

**Les Sticky winners** proposés par Hugo *Scott-Gall* chez *Goldman Sachs* : Champions de la fidélité: **L'Oréal** (France); Chiffre d'affaire répétitif et service après vente : **Elekta** (Suède), **Atlas Copco** (Suède); **Rolls Royce** (UK), **Burckhardt Compression** (Switzerland), **Kion** (Germany), **Spectris** (UK); Ecosystème très robuste: **Wirecard** (France); Logiciel en forte croissance: **Opera** (Norway), **Dassault Systèmes** (France), **Hexagon** (Suède)

**Aux Etats Unis**, les derniers chiffres de l'emploi ont été médiocres, ce qui n'a pas empêché le marché américain de terminer la semaine en hausse. Cela résulte pour les investisseurs de perspectives qui restent favorables

notamment : l'amélioration de la croissance américaine, la hausse attendue des bénéfices par action des sociétés US, un flux positif de souscription d'actions provenant d'épargnants américains, une hausse de 35% du volume d'actions rachetées sur le marché par les sociétés. Comme elles sont ensuite annulées, cela fait progresser mécaniquement le bénéfice par action.

**Même si le taux de chômage est descendu à 6,6%**, le nombre d'américains dépendant des « food stamps » (= aide alimentaire) pour l'achat de leur alimentation quotidienne atteint maintenant les 46 millions de personnes. Cette situation touche négativement les grands distributeurs américains comme **Target** et **Costco**.

**Au Japon**, la politique de Shinzo Abe a donné des résultats positifs en 2013. Il faudra maintenant passer le cap de la hausse de la TVA en avril. Le marché perd quasiment 4% dans la semaine.

**En Asie**, ce sont la Thaïlande, l'Indonésie et la Chine Offshore qui ont progressé alors que Taiwan cédait du terrain.

**Sur les marchés émergents** les flux d'investissement sont toujours négatifs. Les fonds spécialisés ont connu leur rythme de remboursement le plus élevé depuis trois ans.

Pour *Mislav Matejka* stratège de *JPMorgan*, c'est un point d'entrée

**Les marchés frontières** résistent bien. Depuis le début 2013, ils ont progressé de 22% pendant que les marchés émergents baissaient de 11%

**Dans le secteur bancaire** *Michel Barnier* Commissaire Européen au Marché Intérieur a mis sur la table un projet de réglementation européenne qui remet en cause les choix faits en France. Elles avaient été autorisées à filialiser leurs opérations de trading pour compte propre. Parallèlement il, a déjà fait une concession au Royaume Uni qui serait exempté de l'application du nouveau texte. Pour les banques françaises, le résultat est clair : le nouveau cadre réglementaire les incite plus à investir dans des titres de dette souveraine que dans des prêts à l'économie.

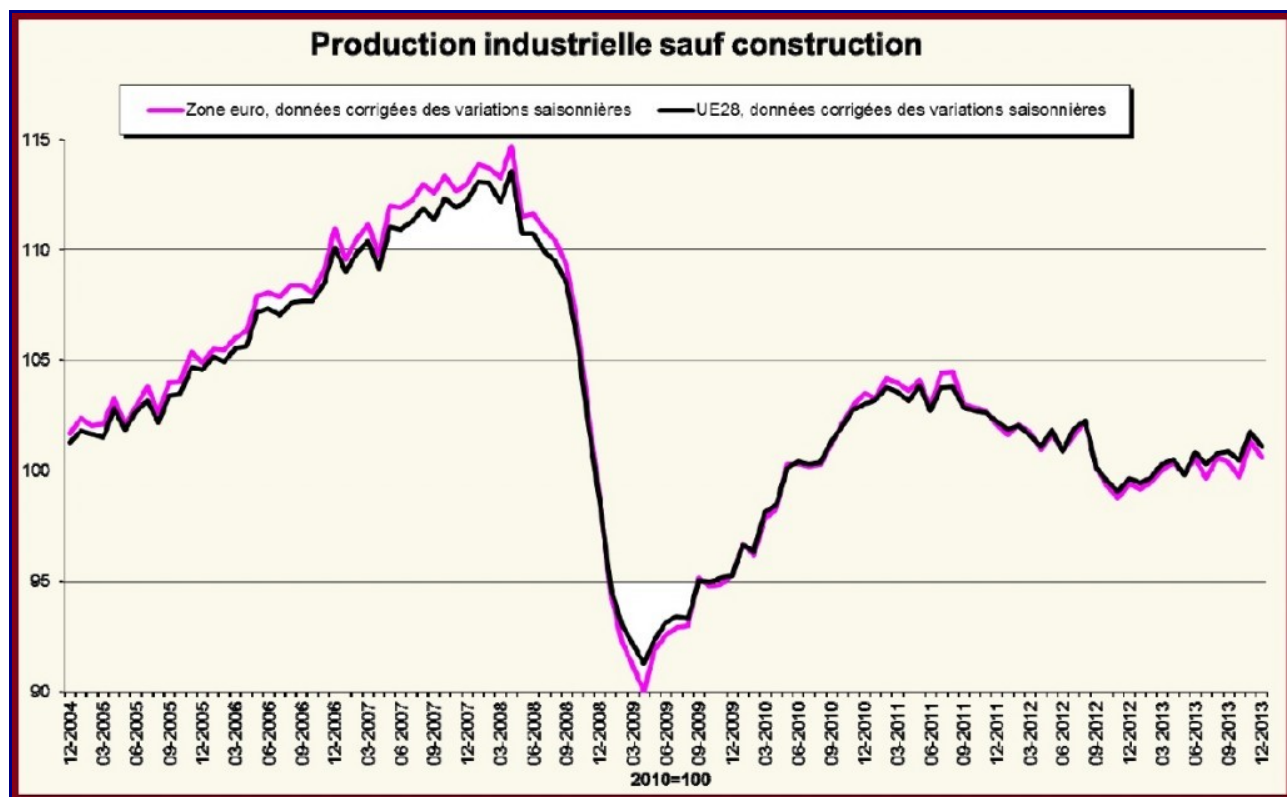
**Dans le bâtiment, en France**, rien ne va plus constate *Bruno Cavalier d'Oddo*. Tout est en berne : les transactions, le moral de tous les acteurs et bien évidemment l'emploi. La prestation de *Cécile Duflot* Ministre de l'Egalité des territoires et du Logement, en est la principale explication avec sa frénésie de régulations, ses hésitations incessantes en matière fiscale et

surtout la stigmatisation des investisseurs. Cette situation est vraiment triste dans un pays où les besoins de logement sont encore très importants.

**Le secteur des mines d'or** que tous les commentateurs considéraient comme sans intérêt au début de l'année a délivré de très bonnes performances comme celles de **Newcrest Mining** + 20,9% et de **Goldcorp** +17,1%

## La production industrielle en Zone Euro est toujours en panne !

Posted on 12 février 2014 Qui perd gagne



### **La production industrielle en baisse de 0,7% dans la zone euro et dans l'UE28**

La production industrielle corrigée des variations saisonnières a reculé de 0,7% tant dans la zone euro (ZE17) que dans l'UE282 en décembre 2013 par rapport à novembre 2013, selon les estimations d'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne.

En novembre, la production industrielle avait augmenté respectivement de 1,6% et 1,3%.

En décembre 2013 par rapport à décembre 2012, la production industrielle a progressé de 0,5% dans la zone euro et de 0,9% dans l'UE28.

Par rapport à 2012, la production industrielle moyenne de l'année 2013 a baissé de 0,8% dans la zone euro et de 0,5% dans l'UE28.



On a beau chercher on ne voit pas d'où vient la baisse de pression dans la baisse industrielle

## Les pays émergents semblent sur-valorisés

Posted on 11 février 2014 Qui perd gagne



Impact des marchés émergents (Brics) sur les actions européennes

**Selon Goldman Sachs, les marchés d'actions émergents ne se stabiliseront pas avant d'importants réajustements de leurs comptes courants.**

**Avec un ratio cours de Bourse / valeur comptable (« Price/Book – P/B »)**

**estimé globalement à 2,2, la valorisation des pays émergents les plus vulnérables sont loin d'apparaître bon marché...**

**Leurs valorisations ne font pas l'objet d'une décote par rapport au marché dans son ensemble.**

**Les entreprises industrielles et les producteurs de matières premières exposées aux pays émergents ne sont pas actuellement dénués de risque.**

**Plusieurs soldes de déficit courant émergents se sont détériorés depuis la crise financière internationale, tirés par la croissance rapide de la demande intérieure qui a été alimentée, à son tour, par la politique monétaire non conventionnelle des pays développés.**

**Un rééquilibrage suggère une moindre activité domestique pour permettre à ces déficits de se résorber.**

**Des exemples tirés des années 1990 (Mexique, Brésil, Russie, Asie) montrent que les cours des actions des pays émergents atteignent leur point bas, seulement après une amélioration significative de leurs balances courantes, un processus qui peut prendre plusieurs trimestres à se réaliser dans les pays les plus fragiles.**

**Les déficits de balance courante et les niveaux de valorisation sont bien au-dessus de leurs niveaux historiques**

**Historiquement, la valorisation des pays émergents a atteint un point bas au cours des périodes de réajustement de leurs comptes courants, avec un ratio P/B compris entre 0,2 et 1,6.**

Le contexte actuel pourrait être moins exigeant que les exemples historiques, mais il ne faut pas perdre de vue que les cinq pays affichant le plus important déficit de balance courante, se traitent actuellement à des niveaux de P/B de 2.2, ce qui laisse augurer **une marge d'ajustement significative.**

**Les entreprises européennes exposées aux pays émergents ne sont pas encore bon marché**

Bien que la sous-performance des actions européenne exposées aux pays

émergents a été significative sur l'année écoulée, cette dernière reste encore modeste par rapport à la surperformance qui l'a précédé, en particulier entre 2008 et 2010, lorsque les pays émergents étaient considérés comme des « havres de paix » par les investisseurs.

Malgré tout, ces entreprises ne sont pas encore bon marché

### **Rester prudent sur l'exposition des industriels aux pays émergents**

D'un point de vue européen, toutes les entreprises exposées aux pays émergents n'ont pas connu la même performance boursière.

**Ce sont les sociétés industrielles et les producteurs de matières premières qui ont souffert le plus.** En effet, nous nous attendons à ce que les dépenses d'investissement en matière d'infrastructure et de marchandises ralentissent.

Goldman Sachs , 11 février

## Comprendre ce qu'est la « création de richesse »

Par Michel Kelly-Gagnon, depuis Montréal, Québec. Publié le 12 février 2014

*Un article de l'institut économique de Montréal.*

Comment la richesse est-elle créée au sein de l'entreprise ? Comment est-elle répartie entre les parties prenantes de l'entrepreneur ?



Télé-Québec a réalisé une série de documentaires intitulée *Les grands moyens* qui traite, comme on le dit en sous-titre, de l'argent, du pouvoir et de la société. L'émission, animée par le renommé Bernard Derome, est somme toute fort intéressante et son site Web est bien fait.

Le site Web comporte un lexique qui comprend notamment une entrée nous expliquant ce qu'est la « création de richesse », et en particulier celle générée

par les entrepreneurs. Voici ce qu'on y retrouve :

Création de richesse :

*Les entreprises créent de la richesse en faisant des profits qui sont ensuite redistribués aux employés (salaires), aux actionnaires (dividendes) ou à l'État (taxes et impôts).*

Cette définition de prime abord très sensée passe toutefois complètement à côté de deux éléments clés. C'est pour cela que, à la limite, elle peut même être considérée comme carrément fausse.

Je m'arrête sur ce point non pas pour critiquer la série *Les Grands moyens*, laquelle, je le répète, constitue une belle initiative, digne d'éloges. Mais parce que cette confusion, par ailleurs assez fréquente, et probablement faite de bonne foi en l'espèce, est à la base d'une compréhension erronée et, ultimement, de mauvaises décisions, notamment sur le plan des politiques économiques.

Premièrement, il faut réaliser qu'un entrepreneur contribue, d'abord et avant tout, à un « processus de découvertes » où il identifie les besoins des gens et, surtout, les meilleurs moyens afin de combler ces besoins en utilisant des ressources disponibles. Dans le cadre de ce processus, le « marché » (c'est-à-dire l'interaction libre des producteurs et des consommateurs) l'informe, par le biais du mécanisme des prix et des profits, s'il fait fausse route ou non.

L'entrepreneur, en tout cas celui qui réussit, s'engage généralement dans ce processus de façon visionnaire en matière d'horizon temporel et/ou d'approches. Autrement dit, il fait ce qu'il fait avant les autres et/ou mieux que les autres. D'ailleurs, Charles Sirois, dans son entrevue à la série, explique assez bien ce processus quand il raconte comment il a anticipé, avant à peu près tout le monde, l'importance qu'aurait le téléphone cellulaire, dès 1980.

Ainsi donc, l'entrepreneur « crée » de la richesse en procurant aux consommateurs un bien ou un service dont ils ont besoin. Dans certains cas, l'offre peut être carrément nouvelle (par exemple, un téléphone cellulaire dans les années 1980) ou encore constituer une manière plus efficace de produire un bien ou service par ailleurs déjà disponible (par exemple, l'automatisation de la production des pâtisseries chez J.A. Vachon et Fils en Beauce dès les années 1920 et 1930).



Au fur et à mesure que les entrepreneurs produisent de nouveaux biens et services, toujours plus efficacement et à moindre coûts, la population voit son niveau de vie augmenter.

Deuxièmement, la définition mentionne que l'entrepreneur « redistribue » la richesse. En fait, l'entrepreneur, et le processus capitaliste, « distribuent » la richesse, mais ils ne la « redistribuent » pas. La nuance ici est absolument fondamentale, à la fois sur le plan économique et sur le plan moral.

En effet, la « distribution » se fait de façon volontaire et organique, tandis que la « redistribution » de la richesse implique des choix politiques et un processus coercitif (généralement à travers les taxes et les impôts qui sont prélevés de façon automatique et obligatoire).

L'entrepreneur a besoin de capital financier pour opérer. Or, plusieurs sont en compétition afin d'obtenir ce capital. Il doit donc rémunérer ce capital s'il veut l'attirer et le retenir. Par exemple, en remboursant un prêt et ses intérêts ou encore en fournissant une plus-value à l'investissement initial fait par les actionnaires. De même, il a également besoin de capital humain (c'est-à-dire, des employés) pour se développer. Il doit là encore rémunérer ce capital, généralement par le biais du versement d'un salaire.

Plus son entreprise croit, plus elle est dynamique, et plus le capital financier et le capital humain qui y sont associés en bénéficieront. Mais ce processus en est un de distribution de richesses et non de « redistribution » de richesses. Il résulte d'arrangements contractuels volontaires. Et, s'ils ne sont pas satisfaits, l'actionnaire peut vendre ses actions et l'employé peut chercher un travail ailleurs.

À l'inverse, un parti politique au pouvoir peut décider, à tort ou à raison, qu'il y a, par exemple, trop de capital financier investi à Montréal et pas assez à, par exemple, Port-Daniel en Gaspésie. Il utilise alors la machine coercitive de l'État pour transférer de la richesse de Montréal vers la Gaspésie. L'histoire nous enseigne que ce type de processus crée rarement, au net, de la « richesse ». Bien sûr, il bénéficiera à certains et d'aucuns le justifieront sur des bases morales ou politiques (par exemple, « aider les pauvres », ou encore « favoriser l'occupation du territoire »). Mais l'on est alors dans le domaine de la politique et non de l'économie.

Des gens en situation de pouvoir choisissent de « redistribuer » la richesse selon ce qu'ils croient approprié, et ceci en contradiction du libre arbitre

naturel des acteurs économiques. Ceci n'a strictement rien à voir avec la « création de richesse ». Les résidents de la juridiction faisant l'objet de cette taxation peuvent bien sûr voter à intervalle régulier, s'ils vivent dans une démocratie, mais il s'agit d'un processus de décision diffus qui n'aura aucun impact sur une situation particulière. Et en fin de compte, si 5 loups et 3 brebis décident démocratiquement qui servira de repas, les brebis n'y peuvent strictement rien, si ce n'est que tenter de fuir.

## L'économie est une science lugubre

Pierre Rondeau Agoravox 12 février

En 1849, l'historien Ecossais Thomas Carlyle désigna l'économie comme « une science lugubre ». « Ce n'est pas une science gaie [...], [l'économie] est terne [...] et particulièrement abjecte et déprimante. Nous pourrions la qualifier, en guise de distinction, de science lugubre ». Ce raisonnement peut encore subsister pour la plupart des observateurs. L'économie tente toujours de justifier l'impossible, l'impardonnable, seulement à partir de considérations théoriques.



Autrefois, les économistes montrèrent l'erreur de l'abolition de l'esclave car, laissé au seul règne du marché, les anciens esclaves subirent des conditions humaines pires que la servitude. Aujourd'hui encore, les économistes peuvent justifier la rigueur, la crise, les coupes dans les dépenses publiques, certains vont même jusqu'à considérer que les inégalités sont justes dans la mesure où elles arrivent par l'action intentionnelle de l'agent.

### **DES FONDEMENTS THÉORIQUES**

Ce qui compte ce sont les hypothèses initiales, comment doit être appréhendé le raisonnement ? A partir de quel équilibre ? Selon quelle école ?

L'économie n'est pas, et ne sera jamais, une science exacte, tout part de l'idéologie et de la croyance des fidèles. Aucune politique économique n'a su montrer son efficacité et à chaque fois qu'une décision est prise, il y a toujours un opposant universitaire pour montrer le fourvoiement.

D'ailleurs, si l'économie était véritablement une science pure, où chacun de ses modèles formalisés, chacune de ses fonctions mathématiques, présenteraient une efficacité quasi-parfaite, il n'y aurait plus d'économistes. Revenons à la prophétie de John Maynard Keynes. En 1936, lorsque le célèbre intellectuel Anglais publia « La théorie générale », il prophétisa la fin de l'économie politique dans 100 ans, si toutes ses injonctions étaient respectées. Comme le marché est capable, par le mécanisme d'ajustement automatique, de se réguler seul mais, puisqu'il est facteur de défaillances – nous sommes dans les années 1930 et la crise frappe de plein fouet les populations occidentales – l'Etat peut intervenir pour corriger les problèmes, à travers les stabilisateurs automatiques, et alors tout rentrera dans l'ordre. Plus de chômage, plus de crise, plus de contrainte, plus d'inflation, bienvenue dans le meilleur des mondes.

## **L'ÉCONOMIE ET LE RÉEL**

Or cette prophétie est encore loin d'arriver, les thèses keynésiennes certes ne furent pas respectées après la guerre, et malgré l'intervention de l'Etat, malgré la montée des thèses libérales, les crises continuent et apparaissent comme consubstantielles au capitalisme. L'économie s'obstine à afficher sa volonté d'un changement, d'une réparation et un débat quotidien s'installe entre les tenants d'un régulationnisme étatique et les partisans des thèses libérales et néo-keynésiennes du marché-roi.

Mais, en ce sens, personne n'a raison, personne n'a tort, puisque personne n'a jamais su trouver la réponse. D'ailleurs si elle existait, il n'y aurait plus d'économiste, et la prophétie de Keynes se vérifierait. L'économie n'est ni une science exacte ni une science gaie, elle n'apporte aucune réponse précise, tout n'est qu'affaire d'idéologie dans les débats qui opposent les professionnels de la matière. Même les prévisions sont erronées, quel que soit la doctrine utilisée, toutes les estimations de l'avenir sont fausses, et

quand bien même elles le seraient, la « prophétie auto-réalisatrice » est tout de suite soulevée.

Les économistes deviennent des partisans d'un ordre politique obscur et officieux, ce ne sont plus des scientifiques neutres et objectifs. Toutes leurs décisions, leurs recommandations, leurs conseils sont pris sous l'aune d'hypothèses prédéfinies. Pour une même question, selon son opinion et sa classe, on peut apporter des réponses totalement opposées. Lorsque, dans un précédent article, nous montrions la justification marxiste de la rémunération des footballeurs, c'était à partir d'hypothèses bien précises d'une classe théorique particulière sans aucune considération morale et éthique. Seul comptait la réponse économique à apporter. L'économiste ressemble alors de plus en plus à un autiste ignorant le monde qui l'entoure, incapable de sentiment altruiste et philanthropique, il devient la créature qu'il a lui-même créé : « l'homo economicus ».

## CAS PRATIQUES

Prenez un exemple, jeudi 6 février, le gouvernement français, dans la lutte pour la biodiversité, prit la décision de détruire toutes les défenses d'éléphants du patrimoine, pour l'exemple. La réaction d'un économiste est de dire « quelle grave erreur ! ». En effet, le prix sur le marché, qu'il soit officiel ou officieux, est déterminé par la rencontre entre l'offre, fonction croissante des prix, et la demande, fonction décroissante des prix. Si, par une action parfaitement humaniste et respectable, l'offre venait à se réduire, en supprimant une partie du stock des défenses d'éléphants, le prix sur le marché noir devrait exploser. La demande dépassera l'offre et les trafiquants, braconniers vont être incités à accélérer la production d'ivoire, donc le massacre d'éléphants.

C'est la même considération qui sévit lorsqu'on parle du marché de l'immobilier, les prix dans les grandes villes explosent et de plus en plus de ménages éprouvent de grandes difficultés à se loger. La plupart des partis politiques de gauche proposent, pour faire face à l'augmentation du prix, de bloquer les loyers. Or économiquement et seulement économiquement c'est une faute. En effet, le prix est censé se réguler à travers le mécanisme du marché, à travers la relation de l'offre et de la demande. Si les loyers, par une décision politique, venaient à être fixes, les propriétaires et les investisseurs

seraient désincités à venir sur le marché et à constituer l'offre. Une pénurie s'installerait alors, ce qui serait encore plus grave que la hausse des prix.

A travers tous ces exemples, on voit bien en quoi l'économie peut être qualifiée de science lugubre, elle n'a aucun égard humaniste, éthique ou moral. Les décisions et analyses sont toujours prises à partir d'hypothèses fondamentales hermétiques aux autres sciences humaines ; les footballeurs sont bien payés parce qu'ils répondent à la loi de l'offre et la demande, le massacre d'éléphants perdure mais il est contreproductif de détruire le stock d'ivoire, les loyers sont trop élevés mais les bloquer contraindrait encore plus le marché.

Que faut-il faire alors ? Simplement ne pas donner trop d'importance aux économistes, ce ne sont que les adeptes d'une science lugubre ...

Pierre Rondeau [@Lasciencedufoot](#)

## **Les Anonymous : «Internet est né libre et doit le rester»**

ActuWiki fév 12th, 2014

**Nous avons pu participer à la première conférence de presse virtuelle organisée par des [Anonymous](#) en 2012. Ils lèvent le voile sur la stratégie et l'évolution du mouvement.**



C'est une interview d'un genre nouveau. Une centaine d'[Anonymous](#) ont acceptés de répondre à nos questions sur un canal IRC (un salon virtuel de discussion sécurisé). Chaque réponse a été rédigée de façon collective et après débat, seul moyen, selon eux, d'éviter les avis individuels et non représentatifs. Organisé avec [France Info](#), Le Mouv', Owni.fr et une société de production audiovisuelle, cet entretien permet d'en savoir plus sur un mouvement en pleine mutation qui agite [Internet](#) depuis des mois.

**Pourquoi avez-vous opté pour cette forme d'interview ?**

Nous sommes Anonymous, il n'y a pas de « Je ». Ici, nous rédigeons des réponses en nous basant sur ce que dit le collectif. Une voix ne vaut pas plus qu'une autre. Tout le monde se concerta et les décisions se prennent avec la masse ! Bien sûr, on ne peut pas prétendre représenter exactement une structure décentralisée (comme les Anonymous, ndlr), mais cela permet d'en avoir une idée générale, une tendance.

### **Pourquoi tenez-vous tant à l'anonymat?**

Par souci de sécurité, aussi bien sur le net que dans la vraie vie. Les Anonymous risquent parfois une lourde sanction pénale, voire pire dans certains pays. Nous protégeons tous nos identités pour continuer à exprimer nos idées. L'anonymat permet aussi d'imposer le principe d'égalité. Il n'y a aucun a priori si on ne connaît pas la personne. Tous les arguments sont pris en compte de la même façon.

### **Depuis la fermeture de Megaupload, vous avez enregistré l'arrivée de nouvelles recrues ?**

Nous avons en effet constaté un afflux important de personnes voulant adhérer à notre idéologie. Nous avons ouvert spécialement un salon IRC pour accueillir les nouveaux arrivants, afin de pouvoir leur expliquer notre fonctionnement. Ils peuvent ainsi s'informer, dialoguer avec nous et participer s'ils le souhaitent. Mais Anonymous ne dispose d'aucune structure hiérarchique : les discussions se font toujours via les différents salons du réseau IRC, les sites ou les forums qui relayent les informations et où se discutent les différentes opérations.

### **Comment peut-on résumer votre combat ?**

Anonymous se bat pour les libertés, la [justice](#) et respect de la dignité humaine, le droit à l'anonymat et le respect de la vie privée de chacun, sur [Internet](#) comme ailleurs. La liberté est un droit auquel rien ni personne ne peut s'opposer. Anonymous dénonce toutes les censures existantes, HADOPI, ACTA, SOPA, PIPA (des lois ou projets de lois français, européens et américains qui, selon eux, menacent la liberté sur Internet, ndlr) qui nuisent à la liberté de chacun. Internet est né libre et doit le rester. La connaissance et le savoir n'ont de valeur que s'ils sont partagés par tous. Nous mettons tout en œuvre pour préserver ce droit. Nous ne faisons que défendre des principes fondamentaux.

## **Avec les manifestations dans la rue, le mouvement est-il en train d'évoluer ?**

Rien n'empêche un individu de prendre part à une [manifestation](#). Elles permettent de créer une passerelle entre le virtuel et le réel. Anonymous est une idée née du monde virtuel pour vivre dans le monde réel... Les manifestations permettent au public d'accéder aux messages des Anonymous de façon directe. Le mouvement gagnant en ampleur, celui-ci veut naturellement gagner en visibilité et se séparer de son image principale de hackers. Nous utiliserons tous les moyens que nous jugerons bons et nécessaires pour défendre nos idées.

### **Anonymous et les sites pédophiles**

Anonymous s'est attaqué à des sites pédophiles, notamment avec l'« Op. DarkNet » en octobre 2011 qui a permis de dévoiler plus de 1200 identités. Mais le mouvement en a tiré une leçon: «Il s'est avéré que ça n'a pas eu que des effets positifs sur l'enquête de police, rendant les preuves accumulées non recevables devant un tribunal. Ainsi nous avons aujourd'hui pour mot d'ordre de ne plus intervenir ce sur genre de terrain, même si nous méprisons les personnes s'adonnant à ce genre de pratique.»

### **Comment voyez-vous l'avenir de votre mouvement ?**

Si les gouvernements et les grandes industries prennent en compte de l'avis des peuples, si dans le futur les dirigeants deviennent transparents, alors Anonymous n'aura plus de raison d'exister. Mais au moindre nuage sur la paix et la sécurité de l'Internet, Anonymous continuera de faire entendre sa voix. Les luttes seront les mêmes qu'aujourd'hui, même si nos moyens de revendication et de communication évoluent. Nous serons toujours là pour garantir ce que l'on appelle la « neutralité du net ».

Source : LeParisien.fr

## **«Ce message s'autodétruira dans dix secondes»**

**LesAffaires.com Publié le 08/02/2014**

**«Ce message s'autodétruira dans dix secondes»**: suivant l'exemple de la série «Mission impossible», le Pentagone s'est lancé dans la recherche de

**composants électroniques éphémères, capables de disparaître d'eux-mêmes afin d'éviter qu'ils ne tombent dans les mains ennemies.**

La Darpa, l'Agence américaine pour les projets de recherche avancée de défense, a octroyé ces deux derniers mois pour plus de 17 millions de dollars de contrats à des industriels pour qu'ils mettent au point des composants électroniques destructibles à distance ou dégradables dans l'environnement, a recensé l'AFP.

S'il ne s'agit pas de simplement détruire la bande magnétique contenant des ordres de mission en dégageant une fumée blanche, comme dans la célèbre série télévisée des années 1960, reprise depuis au cinéma, l'objectif est bien de garder secrètes les données contenues dans ces composants.

Lors d'opérations militaires, les appareils ou composants électroniques sont «souvent retrouvés éparpillés sur le champ de bataille et peuvent être saisis par l'ennemi, reprogrammés ou étudiés pour compromettre l'avantage technologique du département de la Défense», expliquait la Darpa en lançant le projet début 2013.

Boîte à idées du Pentagone, cette agence est à l'origine de nombre d'inventions, dont l'internet et le GPS, qui ont révolutionné le monde.

«La Darpa cherche un moyen pour que l'électronique ne dure pas plus longtemps que nécessaire. La décomposition de ces composants pourrait être déclenchée par un signal envoyé par une commande ou des conditions environnementales, comme la température», explique la responsable du programme, Alicia Jackson, citée dans un communiqué.

### **Puce implantée dans le corps**

Les applications sont potentiellement «révolutionnaires», selon l'Agence. Elles pourraient aller de différents senseurs, capables de collecter et de transmettre des données pendant un temps déterminé, à des outils de diagnostic médical insérés dans le corps et biodégradables.

La Darpa avait déjà planché en 2012 sur une puce de silicone et de magnésium encapsulée dans de la soie et implantée dans le corps pour agir comme bactéricide contre des infections.

«Les approches actuelles pour obtenir de l'électronique dégradable reposent



largement sur des polymères ou des matériaux biologiques mais leurs faibles propriétés électroniques (...) restreignent fortement leurs applications», plaide la Darpa dans son appel d'offres pour de nouveaux composants électroniques éphémères.

Ces composants pourraient également tout aussi bien être incorporés dans des armements afin de fournir un coupe-circuit en cas d'utilisation non désirée de l'arme.

La balle est maintenant dans les mains des équipes de recherche privées. Le 31 janvier, la Darpa a octroyé un budget de 3,5 millions de dollars au groupe informatique américain IBM pour qu'il mette au point un composant à base de verre, doté d'un micro-détonateur ou d'une couche de métal réactif, qui serait activé par un signal radio pour le briser.

Le même jour, le Centre de recherches de Palo Alto (Californie), une filiale de Xerox, a obtenu 2,4 millions de dollars pour un projet similaire de détonateur électrique baptisé Dust (poussière).

Dans les jours et semaines qui ont précédé, c'est le géant anglo-américain de la défense BAE Systems qui s'est vu décerner 4,5 millions de dollars, tandis que l'américain Honeywell a obtenu 2,5 millions pour des projets semblables.

La société SRI International a pour sa part obtenu un contrat de 4,7 millions de dollars pour son projet Spectre visant à mettre au point une batterie auto-destructible.